



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، ومراسيم
قرارات وآراء، مقررات، مناشير، إعلانات وبلاعات

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS
ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL	Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie	ETRANGER (Pays autres que le Maghreb)	DIRECTION ET REDACTION SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT WWW. JORADP. DZ Abonnement et publicité: IMPRIMERIE OFFICIELLE Les Vergers, Bir-Mourad Raïs, BP 376 ALGER-GARE Tél : 021.54.35..06 à 09 021.65.64.63 Fax : 021.54.35.12 C.C.P. 3200-50 ALGER TELEX : 65 180 IMPOF DZ BADR: 060.300.0007 68/KG ETRANGER: (Compte devises) BADR: 060.320.0600 12
	1 An	1 An	
Edition originale.....	1070,00 D.A	2675,00 D.A	
Edition originale et sa traduction.....	2140,00 D.A	5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 13,50 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 27,00 dinars.
Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.
Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne

SOMMAIRE**DECRETS**

Décret exécutif n° 10-202 du 30 Ramadhan 1431 correspondant au 9 septembre 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 relatif à la formation doctorale, à la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire.....	4
Décret exécutif n° 10-203 du 30 Ramadhan 1431 correspondant au 9 septembre 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 01-272 du 30 Joumada Ethania 1422 correspondant au 18 septembre 2001 portant création de l'université de Skikda.....	5
Décret exécutif n° 10-204 du 30 Ramadhan 1431 correspondant au 9 septembre 2010 portant création d'un centre universitaire à El Bayadh.....	6
Décret exécutif n° 10-205 du 30 Ramadhan 1431 correspondant au 9 septembre 2010 portant création d'un centre universitaire à Naâma.....	6
Décret exécutif n° 10-206 du 30 Ramadhan 1431 correspondant au 9 septembre 2010 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports.....	7

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions du directeur des impôts à la wilaya d'Alger (Alger-centre).....	8
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions de l'inspecteur de l'environnement à la wilaya d'El Bayadh.....	8
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions de directeurs de l'environnement de wilayas.....	8
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions du directeur des travaux publics à la wilaya de Tébessa.....	8
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au ministère de la culture.....	8
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions du directeur du musée national « Zabana » à Oran.....	8
Décret présidentiel du 24 Chaâbane 1431 correspondant au 5 août 2010 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.....	9
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur au ministère des relations avec le Parlement.....	9
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination du secrétaire général auprès du chef de daïra de Megarine à la wilaya de Ouargla.....	9
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination de directeurs de l'environnement de wilayas.....	9
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination de la directrice de la réglementation et de la coopération au ministère des transports.....	9
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination de la directrice de l'action sociale et de la solidarité à la wilaya de Bordj Bou Arréridj.....	9
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination du directeur de la culture à la wilaya de Mascara.....	9

SOMMAIRE (suite)

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination d'un directeur d'études auprès du secrétaire général au ministère des relations avec le Parlement.....	9
Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination de directeurs de l'emploi de wilayas.....	9

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Arrêté interministériel du 12 Joumada Ethania 1431 correspondant au 26 mai 2010 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et des collectivités locales.....	10
---	----

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté interministériel du 8 Chaâbane 1431 correspondant au 20 juillet 2010 déterminant les normes et spécifications applicables pour l'acquisition des véhicules administratifs affectés aux services de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics à caractère administratif et aux institutions et organismes publics financés totalement sur le budget de l'Etat.....	11
--	----

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté interministériel du 13 Rabie Ethani 1431 correspondant au 29 mars 2010 portant approbation du cahier des charges fixant les sujétions de service public confiées à l'observatoire national de l'environnement et du développement durable.....	20
Arrêté interministériel du 13 Rabie Ethani 1431 correspondant au 29 mars 2010 portant approbation du cahier des charges fixant les sujétions de service public confiées au conservatoire national des formations à l'environnement.....	21

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté du 12 Joumada Ethania 1431 correspondant au 26 mai 2010 portant remplacement d'un membre du conseil d'orientation du Palais de la culture.....	22
---	----

MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Arrêté interministériel du 11 Joumada Ethania 1431 correspondant au 25 mai 2010 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 4 Chaâbane 1430 correspondant au 26 juillet 2009 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-128 intitulé « Fonds d'appropriation des usages et de développement des technologies de l'information et de la communication ».....	22
Arrêté interministériel du 11 Joumada Ethania 1431 correspondant au 25 mai 2010 modifiant l'arrêté interministériel du 4 Chaâbane 1430 correspondant au 26 juillet 2009 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-128 intitulé « Fonds d'appropriation des usages et de développement des technologies de l'information et de la communication ».....	23

D E C R E T S

Décret exécutif n° 10-202 du 30 Ramadhan 1431 correspondant au 9 septembre 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998 relatif à la formation doctorale, à la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, notamment son article 53 ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998, modifié et complété, relatif à la formation doctorale, à la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire ;

Vu le décret exécutif n° 08-130 du 27 Rabie Ethani 1429 correspondant au 3 mai 2008 portant statut particulier de l'enseignant chercheur;

Vu le décret exécutif n° 08-131 du 27 Rabie Ethani 1429 correspondant au 3 mai 2008 portant statut particulier du chercheur permanent;

Vu le décret exécutif n° 08 - 265 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 portant régime des études en vue de l'obtention du diplôme de licence, du diplôme de master et du diplôme de doctorat;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998, modifié et complété, relatif à la formation doctorale, à la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire.

Art. 2. — *L'article 4* du décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998, modifié et complété, susvisé, est modifié, complété et rédigé comme suit :

« *Art. 4.* — L'habilitation universitaire est accordée, par un jury, à des enseignants chercheurs et aux chercheurs permanents en position d'activité, conformément aux conditions fixées à l'article 116 du présent décret.

La candidature à l'habilitation universitaire ne peut être recevable qu'après, au moins, une année à compter de la date de l'obtention du diplôme de doctorat ».

Art. 3. — *L'article 64* du décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998, modifié et complété, susvisé, est modifié, complété et rédigé comme suit :

« *Art. 64.* — Le directeur de thèse de doctorat est un enseignant chercheur justifiant du grade de professeur ou maître de conférences classe « A ».

Il peut être, également, un chercheur permanent justifiant du grade de directeur de recherche ou maître de recherche classe « A », titulaires de l'habilitation universitaire conformément au présent décret.

.....(Le reste sans changement)..... ».

Art. 4. — *L'article 109* du décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998, modifié et complété, susvisé, est modifié, complété et rédigé comme suit:

« *Art. 109.* — L'habilitation universitaire, telle que définie à l'article 4 ci-dessus, permet à son titulaire de diriger une thèse de doctorat, un mémoire de magistère, un mémoire de master, un ou plusieurs projets de recherche ou une équipe de recherche ».

Art. 5. — *L'article 111* du décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998, modifié et complété, susvisé, est modifié, complété et rédigé comme suit :

« *Art. 111.* — L'habilitation universitaire s'adresse aux enseignants chercheurs en position d'activité, justifiant du grade de maître de conférences classe « B ».

Elle s'adresse également aux chercheurs permanents, en position d'activité, justifiant du grade de maître de recherche classe « B ».

.....(Le reste sans changement)..... ».

Art. 6. — *L'article 112* du décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998, modifié et complété, susvisé, est complété et rédigé comme suit:

« *Art. 112.* — L'habilitation universitaire est acquise de droit aux enseignants chercheurs et aux chercheurs permanents en position d'activité, titulaires d'un diplôme de doctorat d'Etat ou de tout diplôme reconnu équivalent ».

Art. 7. — Les dénominations de professeur habilité et maître de recherche sont remplacées respectivement par maître de conférences classe « A » et maître de recherche classe « A » habilité, dans tout le corps du texte.

Art. 8. — Les dispositions de *l'article 110* du décret exécutif n° 98-254 du 24 Rabie Ethani 1419 correspondant au 17 août 1998, modifié et complété, relatif à la formation doctorale, à la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire, sont abrogées.

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 Ramadhan 1431 correspondant au 9 septembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 10-203 du 30 Ramadhan 1431 correspondant au 9 septembre 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 01-272 du 30 Joumada Ethania 1422 correspondant au 18 septembre 2001 portant création de l'université de Skikda.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 01-272 du 30 Joumada Ethania 1422 correspondant au 18 septembre 2001, modifié et complété, portant création de l'université de Skikda ;

Vu le décret exécutif n° 03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université, notamment ses articles 3 et 25 ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — *L'article 1er* du décret exécutif n° 01-272 du 30 Joumada Ethania 1422 correspondant au 18 septembre 2001, modifié et complété, susvisé, est modifié, complété et rédigé comme suit :

« *Article 1er.* — Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, susvisé, il est créé un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommé « université de Skikda ».

Le nombre et la vocation des facultés composant l'université de Skikda sont fixés comme suit :

- faculté des sciences,
- faculté de technologie,
- faculté de droit et des sciences politiques,
- faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion,
- faculté des lettres et des langues,
- faculté des sciences sociales et des sciences humaines ».

Art. 2. — *L'article 3* du décret exécutif n° 01-272 du 30 Joumada Ethania 1422 correspondant au 18 septembre 2001, modifié et complété, susvisé, est modifié, complété et rédigé comme suit :

« *Art. 3.* — Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret exécutif n° 03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, susvisé, le rectorat de l'université comprend, outre le secrétariat général et la bibliothèque centrale, quatre (4) vice-rectorats respectivement chargés des domaines suivants :

- la formation supérieure du premier et deuxième cycles, la formation continue et les diplômes, et la formation supérieure de graduation,
- la formation supérieure de troisième cycle, l'habilitation universitaire, la recherche scientifique et la formation supérieure de post-graduation,
- les relations extérieures, la coopération, l'animation et la communication et les manifestations scientifiques,
- le développement, la prospective et l'orientation ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 Ramadhan 1431 correspondant au 9 septembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

**Décret exécutif n° 10-204 du 30 Ramadhan 1431
correspondant au 9 septembre 2010 portant
création d'un centre universitaire à El Bayadh.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419
correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée,
portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427
correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de
la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada
Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 05-299 du 11 Rajab 1426
correspondant au 16 août 2005 fixant les missions et les
règles particulières d'organisation et de fonctionnement
du centre universitaire, notamment son article 3 ;

Après approbation du Président de la République,

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 3 du décret exécutif n° 05-299 du 11 Rajab 1426
correspondant au 16 août 2005, susvisé, il est créé, dans la
ville d'El Bayadh, un établissement public à caractère
scientifique, culturel et professionnel doté de la
personnalité morale et de l'autonomie financière
dénommé "Centre universitaire d'El Bayadh".

Le nombre et la vocation des instituts composant le
centre universitaire d'El Bayadh sont fixés comme suit :

- institut de droit et des sciences politiques ;
- institut des sciences humaines et sociales.

Art. 2. — Outre les membres cités à l'article 9 du décret
exécutif n° 05-299 du 11 Rajab 1426 correspondant au 16
août 2005, susvisé, le conseil d'administration du centre
universitaire d'El Bayadh comprend au titre des
principaux secteurs utilisateurs :

- le représentant du ministre de la justice.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 30 Ramadhan 1431 correspondant au
9 septembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

**Décret exécutif n° 10-205 du 30 Ramadhan 1431
correspondant au 9 septembre 2010 portant
création d'un centre universitaire à Naâma.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419
correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée,
portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427
correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de
la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada
Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 05-299 du 11 Rajab 1426
correspondant au 16 août 2005 fixant les missions et les
règles particulières d'organisation et de fonctionnement
du centre universitaire, notamment son article 3 ;

Après approbation du Président de la République,

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 3 du décret exécutif n° 05-299 du 11 Rajab 1426
correspondant au 16 août 2005, susvisé, il est créé, dans la
ville de Naâma, un établissement public à caractère
scientifique, culturel et professionnel doté de la
personnalité morale et de l'autonomie financière
dénommé "Centre universitaire de Naâma".

Le nombre et la vocation des instituts composant le
centre universitaire de Naâma sont fixés comme suit :

- institut de droit et des sciences politiques ;
- institut de littérature et langue arabe.

Art. 2. — Outre les membres cités à l'article 9 du décret
exécutif n° 05-299 du 11 Rajab 1426 correspondant au 16
août 2005, susvisé, le conseil d'administration du centre
universitaire de Naâma comprend au titre des principaux
secteurs utilisateurs :

- le représentant du ministre de la justice.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 30 Ramadhan 1431 correspondant au
9 septembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 10-206 du 30 Ramadhan 1431 correspondant au 9 septembre 2010 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-58 du 23 mars 1985, modifié et complété, relatif à l'indemnité d'expérience ;

Vu le décret présidentiel n° 02-330 du 9 Chaâbane 1423 correspondant au 16 octobre 2002 portant institution d'une indemnité de documentation pédagogique au profit des fonctionnaires enseignants relevant du ministère de l'éducation nationale et des fonctionnaires d'enseignement spécialisé relevant des secteurs chargés de la formation professionnelle, de la jeunesse et des sports, des affaires sociales et de la santé ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-224 du 14 juillet 1991 portant extension des dispositions du décret exécutif n° 91-121 du 4 mai 1991 instituant une indemnité de sujétion spéciale au profit des personnels enseignants et celles du décret exécutif n°91-122 du 4 mai 1991 instituant une indemnité de l'amélioration des performances pédagogiques ;

Vu le décret exécutif n° 91-252 du 27 juillet 1991 portant extension des dispositions du décret exécutif n° 91-250 du 27 juillet 1991 instituant une indemnité de sujétion spéciale au profit des personnels d'intendance du ministère de l'éducation et du décret exécutif n° 91-251 du 27 juillet 1991 instituant une indemnité de l'amélioration des performances de gestion au profit des personnels d'intendance du ministère de l'éducation aux personnels d'intendance relevant des autres départements ministériels ;

Vu le décret exécutif n° 03-495 du 27 Chaoual 1424 correspondant au 21 décembre 2003 instituant une indemnité de qualification au profit des fonctionnaires d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale et des fonctionnaires d'enseignement spécialisé relevant des secteurs chargés de la formation et de l'enseignement professionnels, de la jeunesse et des sports, des affaires sociales et de la santé ;

Vu le décret exécutif n° 03-496 du 27 Chaoual 1424 correspondant au 21 décembre 2003 instituant une indemnité de qualification au profit des fonctionnaires d'intendance du secteur de l'éducation nationale et des fonctionnaires d'intendance des secteurs chargés de la formation professionnelle, de la jeunesse et des sports et des affaires sociales ;

Vu le décret exécutif n° 10-07 du 21 Moharram 1431 correspondant au 7 janvier 2010 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports ;

Après approbation du Président de la République,

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet d'instituer le régime indemnitaire des fonctionnaires régis par le décret exécutif n° 10-07 du 21 Moharram 1431 correspondant au 7 janvier 2010 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports.

Art. 2. — Les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports bénéficient, selon le cas, des primes et indemnités suivantes :

- la prime d'amélioration des performances pédagogiques ;
- la prime d'amélioration des performances de gestion ;
- l'indemnité de qualification ;
- l'indemnité de documentation pédagogique ;
- l'indemnité d'expérience pédagogique.

Art. 3. — La prime d'amélioration des performances pédagogiques, calculée au taux variable de 0 à 40 % du traitement, est servie trimestriellement aux fonctionnaires des filières « jeunesse » « sports » et « inspection ».

Art. 4. — La prime d'amélioration des performances de gestion, calculée au taux variable de 0 à 40 % du traitement, est servie trimestriellement aux fonctionnaires de la filière « intendance ».

Art. 5. — Le service des primes citées aux articles 3 et 4 ci-dessus est soumis à une notation en fonction de critères fixés par arrêté du ministre de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — L'indemnité de qualification est servie, mensuellement, aux fonctionnaires cités aux articles 3 et 4 ci-dessus, aux taux suivants :

* 25 % du traitement de base pour les fonctionnaires appartenant aux corps des :

— éducateurs d'animation de la jeunesse, éducateurs en activités physiques et sportives, sous-intendants, adjoints des services économiques.

* 30 % du traitement de base pour les fonctionnaires appartenant aux corps des :

— conseillers à la jeunesse, conseillers du sport, inspecteurs de la jeunesse et des sports, intendants.

Art. 7. — L'indemnité de documentation pédagogique est servie, mensuellement, aux fonctionnaires cités à l'article 3 ci-dessus, en montants forfaitaires fixés comme suit :

— 2000 DA pour les fonctionnaires classés aux catégories 10 et moins ;

— 2500 DA pour les fonctionnaires classés aux catégories 11 et 12 ;

— 3000 DA pour les fonctionnaires classés aux catégories 13 et plus.

Art. 8. — L'indemnité d'expérience pédagogique est servie, mensuellement, au taux de 4 % du traitement de base par échelon au profit des fonctionnaires cités à l'article 3 ci-dessus.

Art. 9. — Les primes et indemnités, prévues à l'article 2 ci-dessus, sont soumises aux cotisations de sécurité sociale et de retraite.

Art. 10. — Les modalités de mise en œuvre des dispositions du présent décret peuvent être précisées, en tant que de besoin, par instruction conjointe du ministre des finances et de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 11. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret, notamment celles du décret n° 85-58 du 23 mars 1985 et des décrets exécutifs n° 91-224 du 14 juillet 1991, n° 91-252 du 27 juillet 1991, du décret présidentiel n° 02-330 du 16 octobre 2002 ainsi que celles des décrets exécutifs n° 03-495 et n° 03-496 du 21 décembre 2003, susvisés, en ce qui concerne les personnels de l'administration chargée de la jeunesse et des sports.

Art. 12. — Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 2008.

Art. 13. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 Ramadhan 1431 correspondant au 9 septembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions du directeur des impôts à la wilaya d'Alger (Alger-centre).

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, il est mis fin aux fonctions de directeur des impôts à la wilaya d'Alger (Alger-centre), exercées par Mr. Nacer Lassouaoui.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions de l'inspecteur de l'environnement à la wilaya d'El Bayadh.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, il est mis fin aux fonctions d'inspecteur de l'environnement à la wilaya d'El Bayadh, exercées par Mr. Abdelkader Halfaoui, appelé à exercer une autre fonction.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions de directeurs de l'environnement de wilayas.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, il est mis fin aux fonctions de directeurs de l'environnement aux wilayas suivantes, exercées par MM. :

- Mustapha Oubabas, à la wilaya de Ouargla,
 - Nouar Laib, à la wilaya de Mila,
 - Ahmed Zegaou, à la wilaya de Aïn Temouchent,
- appelés à exercer d'autres fonctions.

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions du directeur des travaux publics à la wilaya de Tébessa.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, il est mis fin aux fonctions de directeur des travaux publics à la wilaya de Tébessa, exercées par Mr. Brahim Zeghouani, admis à la retraite.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au ministère de la culture.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, il est mis fin aux fonctions de chargé d'études et de synthèse chargé de la gestion du bureau ministériel de la sureté interne d'établissement au ministère de la culture, exercées par Mr. Ahcene Guerroui.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions du directeur du musée national « Zabana » à Oran.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, il est mis fin aux fonctions de directeur du musée national « Zabana » à Oran, exercées par Mr. Hadj Meshoub, appelé à exercer une autre fonction.

Décret présidentiel du 24 Chaâbane 1431 correspondant au 5 août 2010 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Par décret présidentiel du 24 Chaâbane 1431 correspondant au 5 août 2010, il est mis fin aux fonctions de directeur d'études au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, exercées par Mr. Mohamed Djemai, appelé à exercer une autre fonction.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur au ministère des relations avec le Parlement.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur des budgets, de la comptabilité et des moyens généraux au ministère des relations avec le Parlement, exercées par Mr. Rachid Bennacer, appelé à exercer une autre fonction.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination du secrétaire général auprès du chef de daïra de Megarine à la wilaya de Ouargla.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, Mr. Boubakeur Amraoui est nommé secrétaire général auprès du chef de daïra de Megarine, à la wilaya de Ouargla.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination de directeurs de l'environnement de wilayas.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, sont nommés directeurs de l'environnement aux wilayas suivantes, MM. :

- Ahmed Zegaou, à la wilaya d'El Bayadh,
- Mustapha Oubabas, à la wilaya de Boumerdès,
- Nouar Laïb, à la wilaya d'El Oued,
- Abdelkader Halfaoui, à la wilaya de Relizane.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination de la directrice de la réglementation et de la coopération au ministère des transports.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, Mme. Faiza Boudrouaya est nommée directrice de la réglementation et de la coopération au ministère des transports.

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination de la directrice de l'action sociale et de la solidarité à la wilaya de Bordj Bou Arréridj.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, Melle. Aïcha Bouaoun est nommée directrice de l'action sociale et de la solidarité à la wilaya de Bordj Bou Arréridj.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination du directeur de la culture à la wilaya de Mascara.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, Mr. Hadj Meshoub est nommé directeur de la culture à la wilaya de Mascara.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination d'un directeur d'études auprès du secrétaire général au ministère des relations avec le Parlement.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, Mr. Rachid Bennacer est nommé directeur d'études auprès du secrétaire général au ministère des relations avec le Parlement.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 portant nomination de directeurs de l'emploi de wilayas.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, sont nommés directeurs de l'emploi aux wilayas suivantes, MM. :

- Mohamed Salah Baidji, à la wilaya d'Oum El Bouaghi,
- Djamel Ayat, à la wilaya de Batna,
- Bouamama Daki, à la wilaya de Tamenghasset,
- Dine Benzahra, à la wilaya de Mostaganem,
- Bachir Mechta, à la wilaya de Mascara,
- Ahmed El Bouali, à la wilaya de Tissemsilt.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Arrêté interministériel du 12 Jomada Ethania 1431 correspondant au 26 mai 2010 fixant les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et des collectivités locales.

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre des finances,

Vu le décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités de recrutement des agents contractuels, leurs droits et obligations, les éléments constitutifs de leur rémunération, les règles relatives à leur gestion ainsi que le régime disciplinaire qui leur est applicable, notamment son article 8 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-247 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 8 du décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, conformément aux tableaux ci-après :

1- Agents contractuels au titre de l'administration centrale

Emplois	Effectifs selon la nature du contrat de travail				Effectifs (1+2)	Classification	
	Contrat à durée indéterminée		Contrat à durée déterminée			Catégorie	Indice
	(1)		(2)				
	A temps plein	A temps partiel	A temps plein	A temps partiel			
Agent de prévention de niveau 2	2	-	-	-	2	7	348
Agent de prévention de niveau 1	8	-	-	-	8	5	288
Ouvrier professionnel de niveau 3	2	-	-	-	2	5	288
Ouvrier professionnel de niveau 2	2	-	-	-	2	3	240
Conducteur automobile de niveau 1	1	-	-	-	1	2	219
Ouvrier professionnel de niveau 1	2	35	-	-	37	1	200
Gardien	16	-	-	-	16	1	200
Total	33	35	-	-	68		

II- Agents contractuels au titre du Palais du Gouvernement

Emplois	Effectifs selon la nature du contrat de travail				Effectifs (1+2)	Classification	
	Contrat à durée indéterminée		Contrat à durée déterminée			Catégorie	Indice
	(1)		(2)				
	A temps plein	A temps partiel	A temps plein	A temps partiel			
Agent de prévention de niveau 1	7	-	-	-	7	5	288
Ouvrier professionnel de niveau 3	4	-	-	-	4	5	288
Ouvrier professionnel de niveau 2	11	-	-	-	11	3	240
Agent de prévention de niveau 2	4	-	-	-	4	7	348
Ouvrier professionnel de niveau 1	2	45	-	-	47	1	200
Total	28	45	-	-	73		

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Jomada Ethania 1431 correspondant au 26 mai 2010.

Pour le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur
et des collectivités locales,
Le secrétaire général

Abdelkader OUALI

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation
Le directeur général de la fonction publique

Djamel KHARCHI

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté interministériel du 8 Chaâbane 1431 correspondant au 20 juillet 2010 déterminant les normes et spécifications applicables pour l'acquisition des véhicules administratifs affectés aux services de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics à caractère administratif et aux institutions et organismes publics financés totalement sur le budget de l'Etat.

Le ministre des finances,

Le ministre des transports,

Le ministre de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement,

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Jomada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 10-115 du 3 Jomada El Oula 1431 correspondant au 18 avril 2010 relatif aux parcs des véhicules administratifs affectés aux services de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics à caractère administratif et aux institutions et organismes publics financés totalement sur le budget de l'Etat ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 13 du décret exécutif n° 10-115 du 3 Jomada El Oula 1431 correspondant au 18 avril 2010, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les normes et spécifications applicables pour l'acquisition de véhicules administratifs affectés aux services de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics à caractère administratif et aux institutions et organismes publics financés totalement sur le budget de l'Etat.

Art 2. — Les normes et spécifications visées à l'article 1er ci-dessus sont fixées pour chaque catégorie de véhicules administratifs conformément aux tableaux joints en annexes du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 8 Chaâbane 1431 correspondant au 20 juillet 2010.

Le ministre des finances

Le ministre des transports

Karim DJOUDI

Amar TOU

Le ministre de l'industrie,
de la petite et moyenne
entreprise et de la
promotion de
l'investissement

Le ministre de l'aménagement
du territoire et de
l'environnement

Chérif RAHMANI

Mohamed BENMERADI

ANNEXE I

NORMES ET SPECIFICATIONS FIXEES POUR LES VEHICULES OFFICIELS
(VEHICULES LEGERS GRAND TRAJET)

DESIGNATION	CARACTERISTIQUES
Type	- Berline 4 portes, monobloc, 5 places
Moteur	- ≥ 4 cylindres
Carburant	- Essence
Cylindrée	- ≥ 3000 Cm ³
Puissance	- ≥ 200 CV
Refroidissement	- A eau
Reservoir à carburant	- ≥ 70 litres
Direction	- Assistée
Boîte à vitesse	- Mécanique ou automatique à 5-6 rapports et 1 marche arrière
Freinage	- Système antiblocage ABS
	- Assistance de freinage d'urgence
Equipements de conduite sécurité	- Ordinateur de bord multifonctions
	- Airbags conducteur et passagers, latéraux
	- Appuis-têtes à toutes les places
	- Projecteurs antibrouillard
	- Volant réglable
	- Anti-démarrage électronique
	- Témoin de non bouclage de la ceinture de sécurité
	- Indicateur de pression des pneus
	- Protection latérale anticollision intégrée aux portières
	- Contrôle dynamique de stabilité (ESP)
Eléments de confort	- Sièges conducteur et passagers réglables
	- Climatisation automatique réglable
	- Verrouillage centralisé
	- Levée vitres électriques avant et arrière
	- Accoudoirs centraux avant et arrière
	- Rétroviseurs extérieurs rabattables et réglables
Esthétique	- Peinture métallisée
	- Pneumatique : jantes en alliage

ANNEXE II

**NORMES ET SPECIFICATIONS FIXEES POUR LES VEHICULES
DE FONCTION DE LA CATEGORIE I
(VEHICULES LEGERS GRAND TRAJET)**

DESIGNATION	CARACTERISTIQUES REQUISES
Type	- Berline 4 portes, 5 places
Moteur	- 4 cylindres
Cylindrée	- 2000-3000 Cm ³
Carburant	- Essence
Puissance	- 170-220 CV
Réservoir carburant	- 70 litres
Boîte à vitesse	- Mécanique à 5-6 rapports et 1 marche arrière synchronisés, levier au plancher
Embrayage	- Monodique à sec avec diaphragme à commande hydraulique
Direction	- Assistée
Freinage	- Double circuit assisté par servofrein avec soupape de régulation de pression
	- Système antiblocage ABS
Equipements de conduite et sécurité	- Appuis-têtes à toutes les places
	- Airbags conducteur et passagers, latéraux
	- Anti-démarrage électronique
	- Témoin non bouclage de la ceinture de sécurité
	- Protections latérales anticollision intégrées aux portières
	- Indicateur de pression des pneus
	- Projecteurs antibrouillard
- Contrôle dynamique de stabilité (ESP)	
Eléments de confort	- Sièges conducteurs et passagers réglables
	- Climatisation automatique réglable
	- Verrouillage centralisé
	- Levée vitres électriques avant et arrière
	- Rétroviseurs extérieurs rabattables et réglables
Esthétique	- Peinture métallisée
	- Pneumatique : jantes en alliage

ANNEXE III

**NORMES ET SPECIFICATIONS FIXEES POUR LES VEHICULES
DE FONCTION DE LA CATEGORIE II
(VEHICULES LEGERS GRAND TRAJET)**

DESIGNATION	CARACTERISTIQUES REQUISES
Type	- Berline 4 portes, monobloc, 5 places
Moteur	- 4 cylindres à injection électronique
Carburant	- Essence
Cylindrée	- 1900-2500 Cm ³
Puissance	- 160-220 CV
Réservoir carburant	- 65 litres
Refroidissement	- A eau+ventilateur
Filtre à air	- A sec, filtration renforcée
Boîte à vitesse	- Manuelle à 5 rapports et 1 marche arrière synchronisés, levier au plancher
Direction	- Assistée
Freinage	- Système antiblocage ABS
Equipements de conduite et sécurité	- Ordinateur de bord
	- Airbags conducteur et passagers, latéraux intégrés
	- Projecteurs antibrouillard
	- Volant réglable en hauteur et en profondeur
	- Anti-démarrage électronique
	- Témoin de non bouclage de la ceinture de sécurité
	- Indicateur pression de pneus
	- Appuis-têtes avant et arrière
	- Protections latérales anticollision intégrée aux portières
Eléments de confort	- Climatisation automatique réglable
	- Verrouillage centralisé
Pneumatique	- Jantes en alliage / enjoliveurs de roues

ANNEXE IV

**NORMES ET SPECIFICATIONS FIXEES POUR LES VEHICULES
DE FONCTION DE LA CATEGORIE III
(VEHICULES LEGERS GRAND TRAJET)**

DESIGNATION	CARACTERISTIQUES REQUISES
Moteur	- Essence
Puissance (cv)	- 90-130 CV
Cylindrée	- 1600-2000 Cm ³
Refroidissement	- A eau+ventilateur
Boîte à vitesse	- Manuelle à 5 rapports et 1 marche arrière synchronisés, levier au plancher
Réservoir carburant	- ≥ 60 litres
Embrayage	- Monodique à sec à diaphragme à commande
Direction	- Assistée
Freinage	- Commande hydraulique à deux (2) circuits indépendants
	- Système antiblocage ABS
Carrosserie	- Type berline monobloc, nombre de places 5, nombre de portes 4
Pneumatique	- 195-215/70-80 R 15-16
Equipements de conduite et sécurité	- Appuis-têtes à toutes les places
	- Airbags conducteur et passagers, latéraux intégrés
	- Anti-démarrage électronique
	- Témoin non bouclage de la ceinture de sécurité
	- Protections latérales anticollision intégrée aux portières
	- Indicateur de pression de pneus
	- Projecteurs antibrouillard
	- Contrôle dynamique de stabilité (ESP)
Eléments de confort	- Climatisation
	- Verrouillage centralisé

ANNEXE V

**NORMES ET SPECIFICATIONS FIXEES POUR LES VEHICULES
DE FONCTION DE LA CATEGORIE IV
(VEHICULES LEGERS BERLINE COURT TRAJET)**

DESIGNATION	CARACTERISTIQUES REQUISES
Moteur	- 4 cylindres, à injection directe
Carburant	- Essence
Cylindrée	- 1300-1600 Cm ³
Puissance	- 65-90 CV
Filtre à air	- A sec, à papier cyclonique
Refroidissement	- A eau + ventilateur
Boîte à vitesse	- Mécanique à 5 rapports et 1 marche arrière synchronisés, levier au plancher
Direction	- Assistée
Freinage	- Double circuit assisté par servofrein soupape de régularisation de pression
	- Système antiblocage ABS
Carrosserie	- Type berline monobloc, nombre de places 5, nombre de portes 5
Equipements de conduite et sécurité	- Appuis-têtes avant et arrière
	- Airbags conducteur et passagers
	- Anti- démarrage électronique
	- Témoin non bouclage de la ceinture de sécurité
Pneumatique	- 175-185/55-65 R 14-16
Eléments de confort	- Climatisation

ANNEXE VI

NORMES ET SPECIFICATIONS FIXEES POUR LES VEHICULES DE SERVICE

(VEHICULES LEGERS COURT TRAJET VITRES)

DESIGNATION	CARACTERISTIQUES REQUISES
Moteur	- 4 cylindres
Carburant	- Essence
Cylindrée	- 1200-1600 Cm ³
Puissance	- 70 -100 CV
Réservoir carburant	- 45-80 litres
Refroidissement	- A eau+ ventilateur
Boîte à vitesse	- Mécanique à 5 rapports et 1 marche arrière synchronisés
Transmission	- Aux roues avant
Direction	- Assistée
Carrosserie	- Type COMBI vitre, nombre de places 5, deux portes avant, porte latérale coulissante et un hayon arrière
Pneumatique	- 165-185/65-80 R 14-15
Equipements de conduite et sécurité	- Appuis-têtes avant
	- Airbag conducteur et passagers
	- Anti-démarrage électronique
	- Témoin non bouclage de la ceinture de sécurité
Freinage	- Double circuit assisté par servofrein soupape de régularisation de pression
	- Système antiblocage ABS

ANNEXE VII

NORMES ET SPECIFICATIONS FIXEES POUR LES VEHICULES DE SERVICE

(VEHICULES LEGERS COURT TRAJET TOLES)

DESIGNATION	CARACTERISTIQUES REQUISES
Moteur	- 4 cylindres
Carburant	- Essence
Cylindrée	- 1200-1600 Cm ³
Puissance	- 70 -100 CV
Réservoir carburant	- 45-80 litres
Refroidissement	- A eau+ ventilateur
Boîte à vitesse	- Mécanique à 5 rapports et 1 marche arrière synchronisés
Transmission	- Aux roues avant
Direction	- Assistée
Carrosserie	- Type COMBI tôle, nombre de places 2, deux portes avant, une porte latérale coulissante et un hayon arrière
Pneumatique	- 165-185/65-80 R 14-15
Equipements de conduite et sécurité	- Appuis-têtes avant
	- Airbag conducteur et passagers
	- Anti-démarrage électronique
	- Témoin non bouclage de la ceinture de sécurité
Freinage	- Double circuit assisté par servofrein avec soupape de régulation de pression
	- Système antiblocage ABS

ANNEXE VIII

**NORMES ET SPECIFICATIONS FIXEES POUR LES VEHICULES DE SERVITUDE
ET LES VEHICULES DE SERVICE AFFECTES POUR LES REGIONS DU SUD DU PAYS
(VEHICULES LEGERS TOUT TERRAIN STATION WAGON)**

DESIGNATION	CARACTERISTIQUES REQUISES
Moteur	- Turbo compresseur+ intercooler
Carburant	- Diesel
Nombre de cylindre	- 4 cylindres
Puissance	- 2800-4200 Cm ³
Réservoir carburant	- ≥ 80 litres
Refroidissement	- Type tropicalisé (A eau+ventilateur)
Filtre à air	- A sec, à papier cyclonique, filtration renforcée
Boîte à vitesse	- Mécanique ou automatique à 5 rapports et 1 marche arrière synchronisés, levier au plancher
Transmission	- Intégrale (4x4)
Embrayage	- Monodique sec à diaphragme à commande hydraulique
Direction	- Assistée
Suspension avant	- Ressorts hélicoïdaux, amortisseurs télescopiques hydrauliques ou à gaz et barre stabilisatrice avec barre de torsion
Suspension arrière	- Essieux droit à 2 connections avec ressorts hélicoïdaux et barre stabilisatrice
	- Antiroulis et amortisseurs télescopiques hydrauliques ou à gaz ou ressort à lames
Freinage	- Double circuit assisté par servofrein avec soupape de régulation de pression segments
	- Système antiblocage ABS
Carrosserie	- Type station wagon, nombre de places 7, nombre de portes 4 latérales et 1 arrière
Dimensions (mm):	
• empattement	- 4500-5080
• longueur	- 2650-2970
• largeur	- 1800-1950
• hauteur	- 1760-1960
Pneumatique	- 255-265/65-70 R 15-16
Eléments de confort	- Climatisation
Equipements de sécurité	- Airbags conducteur et passagers, latéraux

**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté interministériel du 13 Rabie Ethani 1431 correspondant au 29 mars 2010 portant approbation du cahier des charges fixant les sujétions de service public confiées à l'observatoire national de l'environnement et du développement durable.

Le ministre des finances,

Le ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme,

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95 -54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 8 Joumada Ethania 1419 correspondant au 17 juillet 1998 relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 07-350 du 8 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 18 novembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme ;

Vu le décret exécutif n° 02-115 du 20 Moharram 1423 correspondant au 3 avril 2002 portant création de l'observatoire national de l'environnement et du développement durable ;

Arrêtent :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret exécutif n° 02-115 du 20 Moharram 1423 correspondant au 3 avril 2002, susvisé, le présent arrêté a pour objet d'approuver le cahier des charges fixant les sujétions de service public confiées à l'observatoire national de l'environnement et du développement durable annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Rabie Ethani 1431 correspondant au 29 mars 2010.

Le ministre des
finances

Karim DJOUDI

Le ministre de l'aménagement du
territoire, de l'environnement
et du tourisme

Chérif RAHMANI

ANNEXE

**CAHIER DES CHARGES FIXANT
LES SUJETIONS DE SERVICE PUBLIC
CONFIEES A L'OBSERVATOIRE NATIONAL
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE (O.N.E.D.D)**

Article 1er. — Le présent cahier des charges a pour objet de fixer les sujétions de service public confiées à l'observatoire national de l'environnement et du développement durable.

Art. 2. — Dans le cadre de la réalisation des sujétions de service public qui lui sont confiées par l'Etat, l'observatoire est chargé notamment :

— d'intervenir à la demande des pouvoirs publics pour procéder au contrôle et à l'analyse de toute pollution ou accident environnementaux ou écologiques,

— de gérer les réseaux d'observation des milieux naturels de l'air, de l'eau et des sols pour pallier à toute menace de dégradation environnementale,

— de mettre en place et de gérer un système d'information public sur les composantes environnementales,

— de répondre aux demandes d'information environnementale au titre du système d'information environnementale conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 3. — L'observatoire est tenu d'élaborer chaque année le budget de l'année suivante, le budget comporte ce qui suit :

— les bilans et comptes de résultats prévisionnels et les engagements de l'observatoire envers l'Etat,

— un programme physique et financier des investissements,

— un programme de financement.

Art. 4. — Les bilans de l'utilisation des subventions de l'Etat doivent être envoyés au ministre des finances conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 5. — L'observatoire est tenu, au début de chaque exercice, d'élaborer un programme d'actions et de le soumettre à l'approbation du ministre chargé de l'environnement.

Art. 6. — L'observatoire est tenu d'engager les opérations nécessaires à la réalisation des objectifs qui lui sont assignés sur la base du programme visé à l'article précédent.

Art. 7. — L'observatoire est tenu de fournir, trimestriellement, au ministre de tutelle, les éléments d'information relatifs à ses activités et à l'utilisation des fonds consentis par l'Etat.

Art. 8. — En contrepartie de la mission de service public, objet des dispositions du présent cahier des charges, l'observatoire reçoit des contributions de l'Etat.

Art. 9. — Les contributions doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte.

Art. 10. — Pour chaque exercice, l'observatoire adresse au ministre de tutelle, avant le 30 avril, l'évaluation des contributions à lui affectées pour couvrir les charges liées aux sujétions de service public, en vertu du présent cahier des charges.

Les contributions annuelles sont arrêtées par le ministre de tutelle et le ministre chargé des finances lors de l'établissement du budget.

Ces contributions peuvent être révisées en cours d'exercice, au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifient les sujétions de service public du présent cahier des charges.

Art. 11. — Les contributions annuelles arrêtées au titre du présent cahier des charges de sujétions de service public sont versées à l'observatoire conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

-----★-----

Arrêté interministériel du 13 Rabie Ethani 1431 correspondant au 29 mars 2010 portant approbation du cahier des charges fixant les sujétions de service public confiées au conservatoire national des formations à l'environnement.

Le ministre des finances,

Le ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme,

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95 -54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 8 Joumada Ethania 1419 correspondant au 17 juillet 1998 relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 07-350 du 8 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 18 novembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme ;

Vu le décret exécutif n° 02-263 du 8 Joumada Ethania 1423 correspondant au 17 août 2002 portant création du conservatoire national des formations à l'environnement ;

Arrêtent :

Article 1er. — Est approuvé, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret exécutif n° 02-263 du 8 Joumada Ethania 1423 correspondant au 17 août 2002, susvisé, le cahier des charges fixant les sujétions de service public confiées au conservatoire national des formations à l'environnement annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Rabie Ethani 1431 correspondant au 29 mars 2010.

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Le ministre de l'aménagement du
territoire, de l'environnement
et du tourisme

Chérif RAHMANI

ANNEXE

**CAHIER DES CHARGES FIXANT
LES SUJETIONS DE SERVICE PUBLIC
CONFIEES AU CONSERVATOIRE NATIONAL
DES FORMATIONS A L'ENVIRONNEMENT**

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret exécutif n° 02-263 du 8 Joumada Ethania 1423 correspondant 17 août 2002, susvisé, le cahier des charges a pour objet de fixer les sujétions de service public confiées au conservatoire national des formations à l'environnement.

Art. 2. — Dans le cadre de la réalisation des sujétions de service public qui lui sont confiées, le conservatoire est chargé :

— d'assurer la formation environnementale au profit des intervenants publics dans le cadre de campagnes initiées et organisées par l'Etat à l'effet de prévenir et traiter toute forme de nuisance, pollution, et dégradation qui porte atteinte à l'environnement et à la santé des citoyens. ;

— de créer un fonds de documentation relatif aux métiers et formations environnementaux;

— de contribuer aux actions publiques d'éducation environnementale par l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des programmes et outils pédagogiques.

Art. 3. — Le conservatoire est tenu, au début de chaque exercice, d'élaborer un programme d'actions et de le soumettre à l'approbation du ministre chargé de l'environnement.

Art. 4. — Le conservatoire est tenu d'engager les opérations nécessaires à la réalisation des objectifs qui lui sont assignés sur la base du programme visé à l'article précédent.

Art. 5. — Le conservatoire est tenu de fournir, trimestriellement, au ministre de tutelle, les éléments d'information relatifs à ses activités et à l'utilisation des fonds consentis par l'Etat.

Art. 6. — Les bilans de l'utilisation des subventions de l'Etat doivent être envoyés au ministre des finances conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 7. — Pour chaque exercice, le conservatoire adresse au ministre chargé de l'environnement, avant le 30 avril, l'évaluation des sommes à lui affectées pour couvrir les frais afférents aux sujétions mises à sa charge en vertu du présent cahier des charges.

Les dotations de crédits sont arrêtées par le ministre chargé de l'environnement en accord avec le ministre chargé des finances lors de l'établissement du budget de fonctionnement.

Art. 8. — Les dotations financières dues par l'Etat sont versées au conservatoire conformément aux procédures établies dans le cadre de la législation en vigueur.

Art. 9. — Les contributions doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte.

Art. 10. — L'Etat garantit au conservatoire les moyens nécessaires et les conditions adéquates pour l'exécution des missions de service public qui lui sont dévolues.

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté du 12 Jomada Ethania 1431 correspondant au 26 mai 2010 portant remplacement d'un membre du conseil d'orientation du Palais de la culture.

Par arrêté du 12 Jomada Ethania 1431 correspondant au 26 mai 2010, Mme. Hamida Agsous est désignée, en application des dispositions de l'article 8 du décret n° 86-139 du 10 juin 1986, complété, portant création du Palais de la culture, membre au conseil d'orientation du Palais de la culture, représentante du ministre chargé de la culture, présidente, en remplacement de Mr. Noureddine Athmani.

MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Arrêté interministériel du 11 Jomada Ethania 1431 correspondant au 25 mai 2010 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 4 Chaâbane 1430 correspondant au 26 juillet 2009 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-128 intitulé « Fonds d'appropriation des usages et de développement des technologies de l'information et de la communication ».

Le ministre des finances,

Le ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication,

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 Chaâbane 1430 correspondant au 26 juillet 2009 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-128 intitulé « Fonds d'appropriation des usages et de développement des technologies de l'information et de la communication ».

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter l'arrêté interministériel du 4 Chaâbane 1430 correspondant au 26 juillet 2009 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-128, intitulé « Fonds d'appropriation des usages et de développement des technologies de l'information et de la communication ».

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté interministériel du 4 Chaâbane 1430 correspondant au 26 juillet 2009, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — La nomenclature des recettes.....sans changement.....

10. mise à niveau des entreprises relevant du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC).

— investissements matériels et immatériels concourant à la mise à niveau de ses entreprises.

Art. 3. — Il est inséré dans les dispositions de l'arrêté interministériel du 4 Chaâbane 1430 correspondant au 26 juillet 2009, susvisé, les articles 2 bis et 2 ter rédigés comme suit :

« Art. 2. bis — La nature des dépenses éligibles aux financements accordés pour la réalisation des projets cités ci-dessus est établie comme suit :

- frais d'études ;
- consultations et honoraires d'experts ;
- frais d'assistance de traitement et de prestations de services en informatique ;
- frais de services internet ;
- frais d'inscription et de participation aux manifestations nationales et internationales spécialisées dans les TIC ;
- frais de formation à l'usage des TIC ;
- frais d'examens et concours (inscription et transport) ;
- frais d'insertion dans la presse ;
- frais de communication radiodiffusion et télévisuelle ;
- manifestations, conférences et séminaires (transport, hébergement, restauration, impression, fournitures et trophées) ;



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، مراسيم
قرارات وآراء، مقررات، منشور، إعلانات وبلاغات

<p>الإدارة والتحرير الامانة العامة للحكومة WWW.JORADP.DZ الطبع والاشتراك المطبعة الرسمية</p>	<p>الجزائر تونس المغرب ليبيا موريطانيا</p>	<p>بلدان خارج دول المغرب العربي</p>	<p>الاشتراك سنوي</p>
<p>حي البساتين، بئر مراد رايس، ص.ب 376 - الجزائر - محطة الهاتف : 021.54.35.06 إلى 09 021.65.64.63 الفاكس 021.54.35.12 ح.ج.ب 50-3200 الجزائر Télex : 65 180 IMPOF DZ بنك الفلاحة والتنمية الريفية 060.300.0007 68 KG حساب العملة الأجنبية للمشاركين خارج الوطن بنك الفلاحة والتنمية الريفية 060.320.0600.12</p>	<p>سنة</p> <p>2675,00 د.ج</p> <p>5350,00 د.ج</p> <p>تزد عليها نفقات الإرسال</p>	<p>سنة</p> <p>1070,00 د.ج</p> <p>2140,00 د.ج</p>	<p>النسخة الأصلية</p> <p>النسخة الأصلية وترجمتها</p>

ثمن النسخة الأصلية 13,50 د.ج
ثمن النسخة الأصلية وترجمتها 27,00 د.ج
ثمن العدد الصادر في السنين السابقة : حسب التسعيرة.
وتسلم الفهارس مجاناً للمشاركين.
المطلوب إرفاق لفيفة إرسال الجريدة الأخيرة سواء لتجديد الاشتراكات أو للاحتجاج أو لتغيير العنوان.
ثمن النشر على أساس 60,00 د.ج للسطر.

فهرس

مراسيم تنظيمية

- مرسوم تنفيذي رقم 10 - 202 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 98 - 254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998 والمتعلق بالتكوين في الدكتوراه وما بعد التدرج المتخصص والتأهيل الجامعي..... 4
- مرسوم تنفيذي رقم 10 - 203 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 01 - 272 المؤرخ في 30 جمادى الثانية عام 1422 الموافق 18 سبتمبر سنة 2001 والمتضمن إنشاء جامعة سكيكدة..... 5
- مرسوم تنفيذي رقم 10 - 204 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنشاء مركز جامعي بالبيض..... 6
- مرسوم تنفيذي رقم 10 - 205 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنشاء مركز جامعي بالنعامة..... 6
- مرسوم تنفيذي رقم 10 - 206 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يؤسس النظام التعويضي للموظفين المنتمين للأسلاك الخاصة بإدارة المكلفة بالشباب والرياضة..... 7

مراسيم فردية

- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مدير الضرائب في ولاية الجزائر (الجزائر الوسطى)..... 9
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مفتش البيئة في ولاية البيض..... 9
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مديرين للبيئة في الولايات..... 9
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مدير الأشغال العمومية في ولاية تبسة..... 9
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مكلف بالدراسات والتأليف بوزارة الثقافة..... 9
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مدير المتحف الوطني "زبانة" بوهران..... 9
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 24 شعبان عام 1431 الموافق 5 غشت سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مدير دراسات بوزارة التعليم العالي والبحث العلمي..... 9
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام نائب مدير بوزارة العلاقات مع البرلمان..... 10
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين الكاتب العام لدى رئيس دائرة المقارين في ولاية ورقلة..... 10
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مديرين للبيئة في الولايات..... 10
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مديرة التقنين والتعاون بوزارة النقل..... 10
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مديرة النشاط الاجتماعي والتضامن في ولاية برج بوعرييج..... 10

فهرس (تابع)

- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مدير الثقافة في ولاية
معسكر 10
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مدير دراسات لدى الأمين
العام بوزارة العلاقات مع البرلمان 10
- مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مديرين للتشغيل في
الولايات 10

قرارات، مقررات، آراء

وزارة الداخلية والجماعات المحلية

- قرار وزاري مشترك مؤرخ في 12 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 26 مايو سنة 2010، يحدد تعداد مناصب الشغل
وتصنيفها ومدة العقد الخاص بالأعوان العاملين في نشاطات الحفظ أو الصيانة أو الخدمات بعنوان الإدارة المركزية
لوزارة الداخلية والجماعات المحلية 11

وزارة المالية

- قرار وزاري مشترك مؤرخ في 8 شعبان عام 1431 الموافق 20 يوليو سنة 2010، يحدد المعايير والخصوصيات المطبقة
لاقتناء السيارات الإدارية المخصصة لمصالح الدولة والجماعات المحلية و المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري
والهيئات والمؤسسات العمومية الممولة كلياً من ميزانية الدولة 12

وزارة التهيئة العمرانية والبيئة

- قرار وزاري مشترك مؤرخ في 13 ربيع الثاني عام 1431 الموافق 29 مارس سنة 2010، يتضمن الموافقة على دفتر
الشروط الذي يحدد تبعات الخدمة العمومية الموكله للمرصد الوطني للبيئة والتنمية المستدامة 21
- قرار وزاري مشترك مؤرخ في 13 ربيع الثاني عام 1431 الموافق 29 مارس سنة 2010، يتضمن الموافقة على دفتر
الشروط الذي يحدد تبعات الخدمة العمومية الموكله للمعهد الوطني للتكوينات البيئية 22

وزارة الثقافة

- قرار مؤرخ في 12 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 26 مايو سنة 2010، يتضمن استخلاف عضو المجلس التوجيهي لقصر
الثقافة 23

وزارة البريد وتكنولوجيا الإعلام والاتصال

- قرار وزاري مشترك مؤرخ في 11 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 25 مايو سنة 2010، يعدل ويتمم القرار الوزاري
المشترك المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 الذي يحدد قائمة إيرادات ونفقات حساب
التخصيص الخاص رقم 128 - 302 الذي عنوانه "صندوق تملك الاستعمال وتطوير تكنولوجيا الإعلام والاتصال" 23
- قرار وزاري مشترك مؤرخ في 11 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 25 مايو سنة 2010، يعدل القرار الوزاري المشترك
المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 الذي يحدد كفاءات متابعة وتقييم حساب التخصيص
الخاص رقم 128 - 302 الذي عنوانه "صندوق تملك الاستعمال وتطوير تكنولوجيا الإعلام والاتصال" 24

مراسيم تنظيمية

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : يعدل هذا المرسوم ويتم بعض أحكام المرسوم التنفيذي رقم 98 - 254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998 والمتعلق بالتكوين في الدكتوراه وما بعد التدرج المتخصص والتأهيل الجامعي، المعدل والمتمم.

المادة 2 : تعدل وتتم المادة 4 من المرسوم التنفيذي رقم 98 - 254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 4 : يمنح التأهيل الجامعي لأساتذة باحثين وباحثين دائمين ينشطون في مناصب عملهم من لجنة تأهيل، طبقا للشروط المحددة في المادة 116 من هذا المرسوم.

لا يمكن قبول الترشيح للتأهيل الجامعي إلا بعد مضي سنة على الأقل ابتداء من تاريخ الحصول على شهادة الدكتوراه".

المادة 3 : تعدل وتتم المادة 64 من المرسوم التنفيذي رقم 98 - 254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 64 : يكون المشرف على أطروحة الدكتوراه أستاذا باحثا حائزا رتبة أستاذ أو أستاذ محاضر، قسم "أ".

كما يمكن أن يكون باحثا دائما حائزا رتبة مدير بحث أو أستاذ بحث، قسم "أ"، حائزين التأهيل الجامعي وفقا لأحكام هذا المرسوم.

.....(الباقى بدون تغيير).....

المادة 4 : تعدل وتتم المادة 109 من المرسوم التنفيذي رقم 98 - 254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 109 : يسمح التأهيل الجامعي كما هو محدد في المادة 4 أعلاه، لحائزه بالإشراف على أطروحة دكتوراه أو مذكرة ماجستير أو مذكرة ماستر أو مشروع بحث أو مشاريع بحث أو فرقة بحث".

مرسوم تنفيذي رقم 10 - 202 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 98 - 254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998 والمتعلق بالتكوين في الدكتوراه وما بعد التدرج المتخصص والتأهيل الجامعي.

إن الوزير الأول،

- بناء على تقرير وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 3 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم، لا سيما المادة 53 منه،

- وبمقتضى الأمر رقم 06 - 03 المؤرخ في 19 جمادى الثانية عام 1427 الموافق 15 يوليو سنة 2006 والمتضمن القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 10 - 149 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 28 مايو سنة 2010 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 98 - 254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998 والمتعلق بالتكوين في الدكتوراه وما بعد التدرج المتخصص والتأهيل الجامعي، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08 - 130 المؤرخ في 27 ربيع الثاني عام 1429 الموافق 3 مايو سنة 2008 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالأستاذ الباحث،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08 - 131 المؤرخ في 27 ربيع الثاني عام 1429 الموافق 3 مايو سنة 2008 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالباحث الدائم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08 - 265 المؤرخ في 17 شعبان عام 1429 الموافق 19 غشت سنة 2008 والمتضمن نظام الدراسات للحصول على شهادة الليسانس وشهادة الماستر وشهادة الدكتوراه،

- وبعد موافقة رئيس الجمهورية،

- وبناء على الدستور، لا سيّما المادّتان 85 - 3 و 125 (الفقرة 2) منه،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 10 - 149 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 28 مايو سنة 2010 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 01 - 272 المؤرخ في 30 جمادى الثانية عام 1422 الموافق 18 سبتمبر سنة 2001 والمتضمن إنشاء جامعة سكيكدة، المعدل والمتمم،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03 - 279 المؤرخ في 24 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 23 غشت سنة 2003 الذي يحدد مهام الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسييرها، المعدل والمتمم، لا سيّما المادّتان 3 و 25 منه،
- وبعد موافقة رئيس الجمهورية،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : تعدل وتتمّ المادة الأولى من المرسوم التنفيذي رقم 01 - 272 المؤرخ في 30 جمادى الثانية عام 1422 الموافق 18 سبتمبر سنة 2001، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"**المادة الأولى :** طبقا لأحكام المادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 03 - 279 المؤرخ في 24 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 23 غشت سنة 2003، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، تنشأ مؤسسة عمومية ذات طابع علمي وثقافي ومهني تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي، تسمى "جامعة سكيكدة".

يحدد عدد الكليات التي تتكون منها جامعة سكيكدة واختصاصها، كما يأتي :

- كلية العلوم،
- كلية التكنولوجيا،
- كلية الحقوق والعلوم السياسية،
- كلية العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير،
- كلية الآداب واللغات،
- كلية العلوم الاجتماعية والعلوم الإنسانية".

المادة 2 : تعدل وتتمم المادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 01 - 272 المؤرخ في 30 جمادى الثانية عام 1422 الموافق 18 سبتمبر سنة 2001، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

المادة 5 : تعدل وتتمم المادة 111 من المرسوم التنفيذي رقم 98 - 254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"**المادة 111 :** يخص التأهيل الجامعي للأساتذة الباحثين برتبة أستاذ محاضر، قسم "ب" الذين ينشطون في مناصب عملهم.

كما يخص الباحثين الدائمين برتبة أستاذ بحث، قسم "ب" الذين ينشطون في مناصب عملهم.
.....(الباقى بدون تغيير)....."

المادة 6 : تتمم المادة 112 من المرسوم التنفيذي رقم 98 - 254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"**المادة 112 :** يمنح التأهيل الجامعي بقوة القانون للأساتذة الباحثين والباحثين الدائمين الذين ينشطون في مناصب عملهم، الحائزين شهادة دكتوراه دولة أو أية شهادة معترف بمعادلتها".

المادة 7 : تستبدل تسمية أستاذ مؤهل وأستاذ بحث، على التوالي، بأستاذ محاضر، قسم "أ" وأستاذ بحث، قسم "أ" مؤهل، في صلب النص كلّه.

المادة 8 : تلغى أحكام المادة 110 من المرسوم التنفيذي رقم 98 - 254 المؤرخ في 24 ربيع الثاني عام 1419 الموافق 17 غشت سنة 1998 والمتعلق بالتكوين في الدكتوراه وما بعد التدرج المتخصص والتأهيل الجامعي، المعدل والمتمم.

المادة 9 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010.

أحمد أويحيى



مرسوم تنفيذي رقم 10 - 203 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 01 - 272 المؤرخ في 30 جمادى الثانية عام 1422 الموافق 18 سبتمبر سنة 2001 والمتضمن إنشاء جامعة سكيكدة.

إنّ الوزير الأول،

- بناء على تقرير وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 الذي يحدد مهام المركز الجامعي والقواعد الخاصة بتنظيمه وسيره، لا سيما المادة 3 منه،
- وبعد موافقة رئيس الجمهورية،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : تطبيقا للمادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 والمذكور أعلاه، تنشأ بمدينة البيض مؤسسة عمومية ذات طابع علمي وثقافي ومهني تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي، تسمى "المركز الجامعي للبيض".

يحدد عدد المعاهد التي يتكون منها المركز الجامعي للبيض واختصاصها، كما يأتي :
- معهد الحقوق والعلوم السياسية،
- معهد العلوم الإنسانية والاجتماعية.

المادة 2 : زيادة على الأعضاء المذكورين في المادة 9 من المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 والمذكور أعلاه، يتكون مجلس إدارة المركز الجامعي للبيض، بعنوان القطاعات الرئيسية المستعملة، من :
- ممثل وزير العدل.

المادة 3 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.
حرر بالجزائر في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010.

أحمد أويحيى

مرسوم تنفيذي رقم 10 - 205 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنشاء مركز جامعي بالنعامة.

إنّ الوزير الأول،

- بناء على تقرير وزير التعليم العالي والبحث العلمي،
- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 3 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم،

"المادة 3 : طبقا لأحكام المادة 25 من المرسوم التنفيذي رقم 03 - 279 المؤرخ في 24 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 23 غشت سنة 2003، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، تضم مديرية الجامعة، زيادة على الأمانة العامة والمكتبة المركزية، أربع (4) نيابات مديرية تكلف على التوالي بالميادين الآتية :

- التكوين العالي في الطورين الأول والثاني والتكوين المتواصل والشهادات وكذا التكوين العالي في التدرج،

- التكوين العالي في الطور الثالث والتأهيل الجامعي والبحث العلمي، وكذا التكوين العالي فيما بعد التدرج،

- العلاقات الخارجية والتعاون والتنشيط والاتصال والتظاهرات العلمية،
- التنمية والاستشراف والتوجيه".

المادة 3 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010.

أحمد أويحيى

مرسوم تنفيذي رقم 10 - 204 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنشاء مركز جامعي بالبيض.

إنّ الوزير الأول،

- بناء على تقرير وزير التعليم العالي والبحث العلمي،
- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 3 و125 (الفقرة 2) منه،

- وبمقتضى القانون رقم 99 - 05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى الأمر رقم 06 - 03 المؤرخ في 19 جمادى الثانية عام 1427 الموافق 15 يوليو سنة 2006 والمتضمن القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 10 - 149 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 28 مايو سنة 2010 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى الأمر رقم 06 - 03 المؤرخ في 19 جمادى الثانية عام 1427 الموافق 15 يوليو سنة 2006 والمتضمن القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 10 - 149 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 28 مايو سنة 2010 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 الذي يحدد مهام المركز الجامعي والقواعد الخاصة بتنظيمه وسيره، لا سيما المادة 3 منه،
- وبعد موافقة رئيس الجمهورية،
يرسم ما يأتي :
المادة الأولى : تطبيقا للمادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 والمذكور أعلاه، تنشأ بمدينة النعامة مؤسسة عمومية ذات طابع علمي وثقافي ومهني تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي، تسمى "المركز الجامعي للنعامة".
يحدد عدد المعاهد التي يتكون منها المركز الجامعي للنعامة واختصاصها، كما يأتي :
- معهد الحقوق والعلوم السياسية،
- معهد الأدب واللغة العربية.
المادة 2 : زيادة على الأعضاء المذكورين في المادة 9 من المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 والمذكور أعلاه، يتكون مجلس إدارة المركز الجامعي للنعامة، بعنوان القطاعات الرئيسية المستعملة، من :
- ممثل وزير العدل.
المادة 3 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.
حرر بالجزائر في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010.
أحمد أويحيى
مرسوم تنفيذي رقم 10 - 206 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يؤسس النظام التعويضي للموظفين المنتميين للأسلاك الخاصة بالإدارة المكلفة بالشباب والرياضة.
إنّ الوزير الأول،
- بناء على تقرير وزير الشباب والرياضة،

- وبناء على الدستور، لا سيما المادتان 85 - 3 و 125 (الفقرة 2) منه،
- وبمقتضى الأمر رقم 06 - 03 المؤرخ في 19 جمادى الثانية عام 1427 الموافق 15 يوليو سنة 2006 والمتضمن القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 10 - 149 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 28 مايو سنة 2010 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 الذي يحدد مهام المركز الجامعي والقواعد الخاصة بتنظيمه وسيره، لا سيما المادة 3 منه،
- وبعد موافقة رئيس الجمهورية،
يرسم ما يأتي :
المادة الأولى : تطبيقا للمادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 والمذكور أعلاه، تنشأ بمدينة النعامة مؤسسة عمومية ذات طابع علمي وثقافي ومهني تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي، تسمى "المركز الجامعي للنعامة".
يحدد عدد المعاهد التي يتكون منها المركز الجامعي للنعامة واختصاصها، كما يأتي :
- معهد الحقوق والعلوم السياسية،
- معهد الأدب واللغة العربية.
المادة 2 : زيادة على الأعضاء المذكورين في المادة 9 من المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 والمذكور أعلاه، يتكون مجلس إدارة المركز الجامعي للنعامة، بعنوان القطاعات الرئيسية المستعملة، من :
- ممثل وزير العدل.
المادة 3 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.
حرر بالجزائر في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010.
أحمد أويحيى
مرسوم تنفيذي رقم 10 - 206 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يؤسس النظام التعويضي للموظفين المنتميين للأسلاك الخاصة بالإدارة المكلفة بالشباب والرياضة.
إنّ الوزير الأول،
- بناء على تقرير وزير الشباب والرياضة،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى :

تطبيقا للمادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 والمذكور أعلاه، تنشأ بمدينة النعامة مؤسسة عمومية ذات طابع علمي وثقافي ومهني تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي، تسمى "المركز الجامعي للنعامة".

يحدد عدد المعاهد التي يتكون منها المركز الجامعي للنعامة واختصاصها، كما يأتي :

- معهد الحقوق والعلوم السياسية،
- معهد الأدب واللغة العربية.

المادة 2 :

زيادة على الأعضاء المذكورين في المادة 9 من المرسوم التنفيذي رقم 05 - 299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 والمذكور أعلاه، يتكون مجلس إدارة المركز الجامعي للنعامة، بعنوان القطاعات الرئيسية المستعملة، من :

- ممثل وزير العدل.

المادة 3 :

ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010.

أحمد أويحيى



مرسوم تنفيذي رقم 10 - 206 مؤرخ في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010، يؤسس النظام التعويضي للموظفين المنتميين للأسلاك الخاصة بالإدارة المكلفة بالشباب والرياضة.

إنّ الوزير الأول،

- بناء على تقرير وزير الشباب والرياضة،

* 30 % من الراتب الأساسي بالنسبة للموظفين المنتميين للأسلاك الآتية :
- مستشارو الشباب، مستشارو الرياضة، مفتشو الشباب والرياضة، المقتصدون.

المادة 7 : يصرف تعويض التوثيق التربوي شهريا للموظفين المذكورين في المادة 3 أعلاه، وفق المبالغ الجزافية المحددة كما يأتي :

- 2000 دج بالنسبة للموظفين المرتبين في الأصناف 10 فما دون،

- 2500 دج بالنسبة للموظفين المرتبين في الصنفين 11 و 12،

- 3000 دج بالنسبة للموظفين المرتبين في الأصناف 13 فما فوق.

المادة 8 : يصرف تعويض الخبرة البيداغوجية شهريا وفق نسبة 4 % من الراتب الأساسي عن كل درجة لفائدة الموظفين المذكورين في المادة 3 أعلاه.

المادة 9 : تخضع العلاوات والتعويضات المنصوص عليها في المادة 2 أعلاه، إلى اقتطاعات الضمان الاجتماعي والتقاعد.

المادة 10 : يمكن أن توضع كفاءات تطبيق أحكام هذا المرسوم، عند الحاجة، بموجب تعليمة مشتركة بين وزير المالية والسلطة المكلفة بالوظيفة العمومية.

المادة 11 : تلغى جميع الأحكام المخالفة لهذا المرسوم، لاسيما أحكام المرسوم رقم 85 - 58 المؤرخ في 23 مارس سنة 1985 والمرسومين التنفيديين رقم 91 - 224 المؤرخ في 14 يوليو سنة 1991 ورقم 91 - 252 المؤرخ في 27 يوليو سنة 1991 والمرسوم الرئاسي رقم 02 - 330 المؤرخ في 16 أكتوبر سنة 2002 وكذا أحكام المرسومين التنفيذيين رقم 03 - 495 ورقم 03 - 496 المؤرخين في 21 ديسمبر سنة 2003 والمذكورة أعلاه، فيما يخص مستخدمى الإدارة المكلفة بالشباب والرياضة.

المادة 12 : يسري مفعول هذا المرسوم ابتداء من أول يناير سنة 2008.

المادة 13 : ينشر هذا المرسوم في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 30 رمضان عام 1431 الموافق 9 سبتمبر سنة 2010.

أحمد أويحيى

المصالح الاقتصادية التابعين لقطاع التربية الوطنية وموظفي المصالح الاقتصادية التابعين للقطاعات المكلفة بالتكوين المهني والشباب والرياضة والشؤون الاجتماعية،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 10 - 07 المؤرخ في 21 محرم عام 1431 الموافق 7 يناير سنة 2010 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالموظفين المنتميين للأسلاك الخاصة بإدارة المكلفة بالشباب والرياضة، - وبعد موافقة رئيس الجمهورية،

يرسم ما يأتي :

المادة الأولى : يهدف هذا المرسوم إلى تأسيس النظام التعويضي للموظفين الذين يحكمهم المرسوم التنفيذي رقم 10 - 07 المؤرخ في 21 محرم عام 1431 الموافق 7 يناير سنة 2010 والمتضمن القانون الأساسي الخاص بالموظفين المنتميين للأسلاك الخاصة بإدارة المكلفة بالشباب والرياضة.

المادة 2 : يستفيد الموظفون المنتمون للأسلاك الخاصة بإدارة المكلفة بالشباب والرياضة، حسب الحالة، من العلاوات والتعويضات الآتية :

- علاوة تحسين الأداء التربوي،
- علاوة تحسين الأداء في التسيير،
- تعويض التأهيل،
- تعويض التوثيق التربوي،
- تعويض الخبرة البيداغوجية.

المادة 3 : تحسب علاوة تحسين الأداء التربوي وفق نسبة متغيرة من 0 إلى 40 % من الراتب الرئيسي وتصرف كل ثلاثة (3) أشهر لفائدة موظفي شعب الشباب والرياضة والتفتيش.

المادة 4 : تحسب علاوة تحسين الأداء في التسيير وفق نسبة متغيرة من 0 إلى 40 % من الراتب الرئيسي وتصرف كل ثلاثة (3) أشهر لفائدة موظفي شعبة الاقتصادية.

المادة 5 : يخضع صرف العلاوتين المذكورتين في المادتين 3 و 4 أعلاه، إلى تنقيط تحدده معايير بقرار من وزير الشباب والرياضة.

المادة 6 : يصرف تعويض التأهيل شهريا للموظفين المذكورين في المادتين 3 و 4 أعلاه، وفق النسبتين الآتيتين :

* 25 % من الراتب الأساسي بالنسبة للموظفين المنتميين للأسلاك الآتية :

- مربو تنشيط الشباب، مربو الأنشطة البدنية والرياضية، نواب المقتصدين، مساعدا المصالح الاقتصادية.

مراسيم فردية

مهام السيد إبراهيم زغواني، بصفته مديرا للأشغال العمومية في ولاية تبسة، لإحالتها على التقاعد.



مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مكلف بالدراسات والتلخيص بوزارة الثقافة.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 تنهى مهام السيد احسن قروي، بصفته مكلفا بالدراسات والتلخيص، مكلفا بتسيير المكتب الوزاري للأمن الداخلي في المؤسسة بوزارة الثقافة.



مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مدير المتحف الوطني "زبانة" بوهران.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 تنهى مهام السيد الحاج مسحوب، بصفته مديرا للمتحف الوطني "زبانة" بوهران، لتكليفه بوظيفة أخرى.



مرسوم رئاسي مؤرخ في 24 شعبان عام 1431 الموافق 5 غشت سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مدير دراسات بوزارة التعليم العالي والبحث العلمي.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 24 شعبان عام 1431 الموافق 5 غشت سنة 2010 تنهى مهام السيد محمد جمعي، بصفته مديرا للدراسات بوزارة التعليم العالي والبحث العلمي، لتكليفه بوظيفة أخرى.

مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مدير الضرائب في ولاية الجزائر (الجزائر الوسطى).

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 تنهى مهام السيد ناصر لصواوي، بصفته مديرا للضرائب في ولاية الجزائر (الجزائر الوسطى).



مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مفتش البيئة في ولاية البيض.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 تنهى مهام السيد عبد القادر حلفاوي، بصفته مفتشا للبيئة في ولاية البيض، لتكليفه بوظيفة أخرى.



مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مديرين للبيئة في الولايات.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 تنهى مهام السادة الآتية أسماؤهم بصفتهم مديرين للبيئة في الولايات الآتية، لتكليفهم بوظائف أخرى:

- مصطفى أوباباس، في ولاية ورقلة،
- نوار العايب، في ولاية ميلة،
- أحمد زقاو، في ولاية عين تيموشنت.



مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام مدير الأشغال العمومية في ولاية تبسة.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 تنهى

مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مديرة النشاط الاجتماعي والتضامن في ولاية برج بوعريريج.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 تعين الأنسة عائشة بوعون، مديرة للنشاط الاجتماعي والتضامن في ولاية برج بوعريريج.

مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مدير الثقافة في ولاية معسكر.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 يعين السيد الحاج مسحوب، مديرا للثقافة في ولاية معسكر.

مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مدير دراسات لدى الأمين العام بوزارة العلاقات مع البرلمان.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 يعين السيد رشيد بن ناصر، مديرا للدراسات لدى الأمين العام بوزارة العلاقات مع البرلمان.

مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مديرين للتشغيل في الولايات.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 يعين السادة الآتية أسماؤهم مديرين للتشغيل في الولايات الآتية :

- محمد الصالح بعيجي، في ولاية أم البواقي،
- جمال عياط، في ولاية باتنة،
- بوعمامة داكي، في ولاية تامنغست،
- الدين بن زهرة، في ولاية مستغانم،
- بشير مشتي، في ولاية معسكر،
- أحمد الجواعلي، في ولاية تيسمسيلت.

مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن إنهاء مهام نائب مدير بوزارة العلاقات مع البرلمان.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 تنهى مهام السيد رشيد بن ناصر، بصفته نائب مدير للميزانية والمحاسبة والوسائل العامة بوزارة العلاقات مع البرلمان، لتكليفه بوظيفة أخرى.

مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين الكاتب العام لدى رئيس دائرة المقارين في ولاية ورقلة.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 يعين السيد بوبكر عمراوي، كاتباً عاماً لدى رئيس دائرة المقارين في ولاية ورقلة.

مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مديرين للبيئة في الولايات.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 يعين السادة الآتية أسماؤهم مديرين للبيئة في الولايات الآتية :

- أحمد زقاو، في ولاية البيض،
- مصطفى أويباس، في ولاية بومرداس،
- نوار العايب، في ولاية الوادي،
- عبد القادر حلفاوي، في ولاية غيليزان.

مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010، يتضمن تعيين مديرة التقنين والتعاون بوزارة النقل.

بموجب مرسوم رئاسي مؤرخ في 22 رمضان عام 1431 الموافق أول سبتمبر سنة 2010 تعين السيدة فايزة بودرواية، مديرة للتقنين والتعاون بوزارة النقل.

قرارات، مقررات، آراء

وزارة الداخلية والجماعات المحلية

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 12 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 26 مايو سنة 2010، يحدد تعداد مناصب الشغل وتصنيفها ومدة العقد الخاص بالأعوان العاملين في نشاطات الحفظ أو الصيانة أو الخدمات بعنوان الإدارة المركزية لوزارة الداخلية والجماعات المحلية.

إن الأمين العام للحكومة،

ووزير الدولة، وزير الداخلية والجماعات المحلية،

ووزير المالية،

بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 07 - 308 المؤرخ في 17 رمضان عام 1428 الموافق 29 سبتمبر سنة 2007 الذي يحدد كفاءات توظيف الأعوان المتعاقدين وحقوقهم وواجباتهم والعناصر المشكلة لرواتبهم والقواعد المتعلقة بتسييرهم وكذا النظام التأديبي المطبق عليهم، لا سيما المادة 8 منه،

وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 09 - 129 المؤرخ في 2 جمادى الأولى عام 1430 الموافق 27 أبريل سنة 2009 والمتضمن تجديد مهام أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 94 - 247 المؤرخ في 2 ربيع الأول عام 1415 الموافق 10 غشت سنة 1994 الذي يحدد صلاحيات وزير الداخلية والجماعات المحلية والبيئة والإصلاح الإداري، المعدل والمتمم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 95 - 54 المؤرخ في 15 رمضان عام 1415 الموافق 15 فبراير سنة 1995 الذي يحدد صلاحيات وزير المالية،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03 - 190 المؤرخ في 26 صفر عام 1424 الموافق 28 أبريل سنة 2003 الذي يحدد صلاحيات المدير العام للتوظيف العمومية،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 7 ربيع الثاني عام 1423 الموافق 18 يونيو سنة 2002 والمتضمن تعيين الأمين العام للحكومة،

يقررون ما يأتي :

المادة الأولى : تطبيقا لأحكام المادة 8 من المرسوم الرئاسي رقم 07 - 308 المؤرخ في 17 رمضان عام 1428 الموافق 29 سبتمبر سنة 2007 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد تعداد مناصب الشغل وتصنيفها ومدة العقد الخاص بالأعوان العاملين في نشاطات الحفظ أو الصيانة أو الخدمات بعنوان الإدارة المركزية لوزارة الداخلية والجماعات المحلية، طبقا للجدولين الآتيين :

1 - الأعوان المتعاقدون بعنوان الإدارة المركزية

التصنيف		التعداد (2+1)	التعداد حسب طبيعة عقد العمل				مناصب الشغل
الرقم الاستدلالي	الصف		عقد محدد المدة (2)		عقد غير محدد المدة (1)		
			التوقيت الجزئي	التوقيت الكامل	التوقيت الجزئي	التوقيت الكامل	
348	7	2	-	-	-	2	عون الوقاية من المستوى الثاني
288	5	8	-	-	-	8	عون الوقاية من المستوى الأول
288	5	2	-	-	-	2	عامل مهني من المستوى الثالث
240	3	2	-	-	-	2	عامل مهني من المستوى الثاني
219	2	1	-	-	-	1	سائق سيارة من المستوى الأول
200	1	37	-	-	35	2	عامل مهني من المستوى الأول
200	1	16	-	-	-	16	حارس
		68	-	-	35	33	المجموع

2 - الأمان المتعاقدون بعنوان قصر الحكومة

التصنيف		التعداد (2+1)	التعداد حسب طبيعة عقد العمل				مناصب الشغل
الرقم الاستدلالي	الصف		مقد محدود المدة (2)		مقد غير محدود المدة (1)		
			التوقيت الجزئي	التوقيت الكامل	التوقيت الجزئي	التوقيت الكامل	
288	5	7	-	-	-	7	عون الوقاية من المستوى الأول
288	5	4	-	-	-	4	عامل مهني من المستوى الثالث
240	3	11	-	-	-	11	عامل مهني من المستوى الثاني
348	7	4	-	-	-	4	عون الوقاية من المستوى الثاني
200	1	47	-	-	45	2	عامل مهني من المستوى الأول
		73	-	-	45	28	المجموع

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 10-115 المؤرخ في 3 جمادى الأولى عام 1431 الموافق 18 أبريل سنة 2010 والمتعلق بحظائر السيارات الإدارية المخصصة لمصالح الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري والهيئات والمؤسسات العمومية الممولة كلياً من ميزانية الدولة،

يقررون ما يأتي :

المادة الأولى : تطبيقاً لأحكام المادة 13 من المرسوم التنفيذي رقم 10-115 المؤرخ في 3 جمادى الأولى عام 1431 الموافق 18 أبريل سنة 2010 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد المعايير والخصوصيات المطبقة لاقتناء السيارات الإدارية المخصصة لمصالح الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري والهيئات والمؤسسات العمومية الممولة كلياً من ميزانية الدولة.

المادة 2 : تحدّد المعايير والخصوصيات المذكورة في المادة الأولى أعلاه، لكل فئة من السيارات الإدارية وفقاً للجدول المرفقة بملاحق هذا القرار.

المادة 3 : ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 8 شعبان عام 1431 الموافق 20 يوليو سنة 2010.

وزير النقل

عمار تو

وزير التهيئة

العمرانية والبيئة

شريف رحمانى

وزير المالية

كريم جودي

وزير الصناعة والمؤسسات

الصغيرة والمتوسطة

وترقية الاستثمار

محمد بن مرادي

المادة 2 : ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 12 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 26 مايو سنة 2010.

عن وزير المالية

الأمين العام

ميلود بوطبة

عن وزير الدولة، وزير

الداخلية والجماعات المحلية

الأمين العام

عبد القادر والي

عن الأمين العام للحكومة

وبتفويض منه

المدير العام للوظيفة العمومية

جمال خرشي

وزارة المالية

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 8 شعبان عام 1431 الموافق 20 يوليو سنة 2010، يحدّد المعايير والخصوصيات المطبقة لاقتناء السيارات الإدارية المخصصة لمصالح الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري والهيئات والمؤسسات العمومية الممولة كلياً من ميزانية الدولة.

إن وزير المالية،

ووزير النقل،

ووزير الصناعة والمؤسسات الصغيرة والمتوسطة

وترقية الاستثمار،

ووزير التهيئة العمرانية والبيئة،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 10 - 149 المؤرخ

في 14 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 28 مايو سنة

2010 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

الملحق رقم 1

المعايير والخصوصيات المحددة للسيارات الرسمية
(السيارات الخفيفة للمسافات الكبيرة)

الخصوصيات	التعيين
- عائلية، 4 أبواب، كتلة واحدة، 5 مقاعد	الطراز
- $4 \leq$ أسطوانات	المحرك
- بنزين	الوقود
- $3000 \leq$ سم3	الأسطوانة
- $200 \leq$ حصان	القوة
- بالماء	التبريد
- $70 \leq$ لتر	خزان الوقود
- توجيهية	القيادة
- ميكانيكية أو آلية بـ 5 - 6 سرعات و 1 سير للخلف	علبة السرعة
- نظام عدم انغلاق المكابح	الكبح
- مساعد على الكبح الاستعجالي	
- كمبيوتر بلوحة المراقبة متعدد الوظائف	تجهيزات السياقة و الأمان
- وسادات هوائية للسائق و الركاب، جانبية	
- مساند الرأس بكل الأماكن	
- كاشف الضوء المضاد للضباب	
- مقود بتحكم	
- مانع السير إلكتروني	
- مؤشر عدم غلق حزام الأمان	
- مؤشر ضغط الإطارات	
- حماية جانبية مضادة للصدمات مدمجة بالأبواب	
- مراقبة ديناميكية للتوازن	
- كراسي السائق و الركاب بتحكم	عناصر الرفاهية
- تكييف هواء أتوماتيكي بتحكم	
- نظام غلق مركزي	
- رافع زجاج كهربائي أمامي و خلفي	
- سند ذراع مركزي أمامي و خلفي	
- مرايا خارجية قابلة للطي و بتحكم	
- طلاء معدني	الجمالية
- العجلات بإطارات من السبائك	

الملحق رقم 2

المعايير والخصوصيات المحددة بالنسبة للسيارات الوظيفية من الفئة 1
(السيارات الخفيفة لمسافات كبيرة)

الخصوصيات المطلوبة	التعيين
- عائلية، 4 أبواب، 5 مقاعد	الطران
- 4 أسطوانات	المحرك
- 2000 - 3000 سم3	الأسطوانة
- بنزين	الوقود
- 170 - 220 حصان	القوة
- 70 لتر	خزان الوقود
- ميكانيكية بـ 5 - 6 سرعات و 1 سير للخلف متزامن، ذراع نقل السرعة أرضي	علبة السرعة
- لوحة واحدة جافة بحاجز و برقابة هيدروليكية	المخلب
- توجيهية	القيادة
- مزدوج الدائرة بمكابح معززة بصمام التحكم في التدفق	الكبح
- نظام عدم انغلاق المكابح	
- مساند الرأس بكل الأماكن	
- وسادات هوائية للسائق و الركاب، جانبية	
- مانع السير إلكتروني	تجهيزات السياقة و الأمان
- مؤشر عدم غلق حزام الأمان	
- حماية جانبية مضادة للصدمات مدمجة بالأبواب	
- مؤشر ضغط الإطارات	
- كاشف الضوء المضاد للضباب	
- مراقبة ديناميكية للتوازن	
- كراسي السائق و الركاب بتحكم	
- تكييف هواء أتوماتيكي بتحكم	
- نظام غلق مركزي	عناصر الرفاهية
- رافع زجاج كهربائي أمامي و خلفي	
- مرايا خارجية قابلة للطي و بتحكم	
- طلاء معدني	الجمالية
- العجلات بإطارات من السبائك.	

الملحق رقم 3
المعايير و الخصوصيات المحددة بالنسبة للسيارات الوظيفية من الفئة 2
(سيارات خفيفة لمسافات كبيرة)

التعيين	الخصوصيات المطلوبة
الطران	- عائلية، 4 أبواب، كتلة واحدة، 5 مقاعد
المحرك	- 4 أسطوانات بحقن إلكتروني
الوقود	- بنزين
الأسطوانة	- 1900 - 2500 سم ³
القوة	- 160 - 220 حصان
خزان الوقود	- 65 لتر
التبريد	- بالماء + مروحة
مصفاة الهواء	- جافة، تسرب محصن
علبة السرعة	- يدوية بـ 5 سرعات و 1 سير للخلف متزامن، ذراع نقل السرعة أرضي
القيادة	- توجيهية
الكبح	- نظام عدم انغلاق المكابح
تجهيزات السياقة و الأمان	- كمبيوتر بلوحة المراقبة
	- وسادات هوائية للسائق و الركاب، جانبية مدمجة
	- كاشف الضوء المضاد للضباب
	- مقود قابل للتحكم بالعلو و بالعمق
	- مانع السير الإلكتروني
	- مؤشر عدم غلق حزام الأمان
	- مؤشر ضغط الإطارات
	- مساند الرأس أمامية و خلفية
	- حماية جانبية مضادة للصدمات مدمجة بالأبواب
	- تكييف هواء أتوماتيكي توجيهي بتحكم
عناصر الرفاهية	- نظام غلق مركزي
	- عجلات بإطارات من السبانك / غطاء إطار العجلة
العجلات	

الملحق رقم 4
المعايير و الخصوصيات المحددة بالنسبة للسيارات الوظيفية من الفئة 3
(سيارات خفيفة لمسافات كبيرة)

الخصوصيات المطلوبة	التعيين
- بنزين	المحرك
- 90 - 130 حصان	القوة
- 1600 - 2000 سم3	الأسطوانة
- بالماء + مروحة	التبريد
- علبة سرعة يدوية بـ5 سرعات و 1 سير للخلف متزامن، ذراع نقل السرعة أرضي	علبة السرعة
- ≤ 60 لتر	خزان الوقود
- لوحة واحدة جافة بحاجز و بتحكم	المخلب
- توجيهية	القيادة
- تحكم هيدروليكي بدائرتين مستقلتين	الكبح
- نظام عدم انغلاق المكابح	
- طراز عائلي، كتلة واحدة، عدد المقاعد 5، عدد الأبواب 4	الهيكل
- 16 - 15 R 80 - 70/215 - 195	العجلات
- مساند الرأس بكل الأماكن	
- وسادات هوائية للسائق و الركاب، جانبية مدمجة	
- مانع السير الإلكتروني	
- مؤشر عدم غلق حزام الأمان	تجهيزات السياقة و الأمان
- حماية جانبية مضادة للصدمات مدمجة بالأبواب	
- مؤشر ضغط الإطارات	
- كاشف الضوء المضاد للضباب	
- مراقبة ديناميكية للتوازن	
- تكييف هواء	عناصر الرفاهية
- نظام غلق مركزي	

الملحق رقم 5
المعايير و الخصوصيات المحددة بالنسبة للسيارات الوظيفية من الفئة 4
(سيارات خفيفة عائلية للمسافات القصيرة)

التعيين	الخصوصيات
المحرك	- 4 أسطوانات بحقن مباشر
الوقود	- بنزين
الأسطوانة	- 1300 - 1600 سم3
القوة	- 65 - 90 حصان
مصفاة الهواء	- جاف بورق أهوج
التبريد	- بالماء + مروحة
علبة السرعة	- ميكانيكية بـ 5 سرعات و 1 سير للخلف متزامن، ذراع نقل السرعة أرضي
القيادة	- توجيهية
الكبح	- مزدوج الدائرة بمكابح معززة بصمام التحكم في التدفق
	- نظام عدم انغلاق المكابح
الهيكل	- طراز عائلي، كتلة واحدة، عدد المقاعد 5، عدد الأبواب 5
تجهيزات السياقة و الأمان	- مساند الرأس أمامية و خلفية
	- وسادات هوائية للسائق و الركاب
	- مانع السير الإلكتروني
	- مؤشر عدم غلق حزام الأمان
العجلات	- 16 - 14 R 65 - 55/185 - 175
عناصر الرفاهية	- تكييف هواء

الملحق رقم 6
المعايير و الخصوصيات المحددة بالنسبة لسيارات المصلحة
(سيارات خفيفة بالنوافذ للمسافات القصيرة)

التعيين	الخصوصيات المطلوبة
المحرك	- 4 أسطوانات
الوقود	- بنزين
الأسطوانة	- 1200 - 1600 سم ³
القوة	- 70 - 100 حصان
خزان الوقود	- 45 - 80 لتر
التبريد	- بالماء + مروحة
علبة السرعة	- ميكانيكية بـ 5 سرعات و 1 سير للخلف متزامن
الدفع	- بالعجلات الأمامية
القيادة	- توجيهية
الهيكل	- طراز كومبي بنوافذ، عدد المقاعد 5، بابان أماميان، باب جانبي انزلاقي و باب خلفي
العجلات	- 15 - 14 R 80 - 65/185 - 165
تجهيزات السياقة و الأمان	- مساند الرأس أمامية
	- وسادات هوائية للسائق و الركاب
	- مانع السير الإلكتروني
	- مؤشر عدم غلق حزام الأمان
الكبح	- مزدوج الدائرة بمكابح معززة بصمام التحكم في التدفق
	- نظام عدم انغلاق المكابح

الملحق رقم 7
المعايير و الخصوصيات المحددة بالنسبة لسيارات المصلحة
(السيارات الخفيفة المغلقة للمسافات القصيرة)

الخصوصيات المطلوبة	التعيين
4 - أسطوانات	المحرك
- بنزين	الوقود
3 - 1200 - 1600 سم	الأسطوانة
70 - 100 حصان	القوة
45 - 80 لتر	خزان الوقود
- بالماء + مروحة	التبريد
- ميكانيكية بـ 5 سرعات و 1 سير للخلف متزامن	علبة السرعة
- بالعجلات الأمامية	الدفع
- توجيهية	القيادة
- طراز كومبي مغلقة، عدد المقاعد 2، بابان أماميان، باب واحد جانبي انزلاقي وباب خلفي	الهيكل
15 - 14 R 80 - 65/185 - 165 -	العجلات
- مساند الرأس أمامية	تجهيزات السياقة والأمان
- وسادات هوائية للسائق والركاب	
- مانع السير الإلكتروني	
- مؤشر عدم غلق حزام الأمان	
- مزدوج الدائرة بمكابح معززة بصمام التحكم في التدفق	الكبح
- نظام عدم انغلاق المكابح	

الملحق رقم 8
المعايير و الخصوصيات المحددة بالنسبة للسيارات المرافقة وسيارات المصلحة المخصصة للنواحي الجنوبية للبلاد
(سيارات خفيفة كل الأرضيات محطة مرية)

التعيين	الخصوصيات المطلوبة
المحرك	- توربو ضاغط + مبرد
الوقود	- مازوت
عدد الأسطوانات	- 4 أسطوانات
القوة	- 2800 - 4200 سم3
خزان الوقود	- $80 \leq$ لتر
التبريد	- صنف مؤقلم بالماء + مروحة
مصفاة الهواء	- جافة، بورق أهوج، تسرب محصن
علبة السرعة	- ميكانيكية أو آلية بـ 5 سرعات و 1 سير للخلف متزامن، ذراع نقل السرعة أرضي
الدفع	- كامل (4 x 4)
المخلب	- لوحة واحدة جافة بحاجز و بتحكم هيدروليكي
القيادة	- توجيهية
الارتكاز الأمامي	- نابض حلزوني، ممتصات للصدمات تلسكوبية هيدروليكية أو بالغاز و عارضة موازنة مع عارضة التواء
الارتكاز الخلفي	- محور مستقيم بمأخذين بنابض حلزوني و عارضة موازنة
الكبح	- مساليل و ممتص الصدمات تلسكوبي هيدروليكي أو بالغاز أو نابض بشفرات مزدوج الدائرة بمكابح معززة بصمام تنظيم ضغط الشرائح - نظام عدم انغلاق المكابح
الهيكل	- طراز محطة عربية، عدد المقاعد 7، عدد الأبواب 4، جانبية و واحد خلفي
الأبعاد (مم) :	
- قاعدة العجلات	- 5080 - 4500
- الطول	- 2970 - 2650
- العرض	- 1950 - 1800
- الارتفاع	- 1960 - 1760
العجلات	- 16 - 15 R 70 - 65/265 - 255
عناصر الرفاهية	- تكييف هواء
تجهيزات الأمان	- وسادات هوائية للسائق و الركاب، جانبية

وزارة التهيئة العمرانية والبيئة

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 13 ربيع الثاني عام 1431 الموافق 29 مارس سنة 2010، يتضمن الموافقة على دفتر الشروط الذي يحدد تبعات الخدمة العمومية الموكله للمرصد الوطني للبيئة والتنمية المستدامة.

إن وزير المالية،

ووزير التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 09 - 129 المؤرخ في 2 جمادى الأولى عام 1430 الموافق 27 أبريل سنة 2009 والمتضمن تجديد مهام أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 95 - 54 المؤرخ في 15 رمضان عام 1415 الموافق 15 فبراير سنة 1995 الذي يحدد صلاحيات وزير المالية،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 98 - 227 المؤرخ في 8 جمادى الثانية عام 1419 الموافق 17 يوليو سنة 1998 والمتعلق بنفقات الدولة للتجهيز،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 07 - 350 المؤرخ في 8 ذي القعدة عام 1428 الموافق 18 نوفمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 02 - 115 المؤرخ في 20 محرم عام 1423 الموافق 3 أبريل سنة 2002 والمتضمن إنشاء المرصد الوطني للبيئة والتنمية المستدامة،

يقرآن ما يأتي :

المادة الأولى : طبقاً لأحكام المادة 19 من المرسوم التنفيذي رقم 02 - 115 المؤرخ في 20 محرم عام 1423 الموافق 3 أبريل سنة 2002 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى الموافقة على دفتر الشروط الذي يحدد تبعات الخدمة العمومية الموكله للمرصد الوطني للبيئة والتنمية المستدامة الملحق بهذا القرار.

المادة 2 : ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 13 ربيع الثاني عام 1431 الموافق 29 مارس سنة 2010.

وزير المالية
كريم جودي

وزير التهيئة العمرانية
والبيئة والسياحة
شريف رحمانى

الملحق

دفتر الشروط الذي يحدده تبعات
الخدمة العمومية الموكله للمرصد
الوطني للبيئة والتنمية المستدامة

المادة الأولى : يهدف دفتر الشروط هذا إلى تحديد تبعات الخدمة العمومية الموكله للمرصد الوطني للبيئة والتنمية المستدامة.

المادة 2 : في إطار إنجاز تبعات الخدمة العمومية الموكله للمرصد الوطني للبيئة والتنمية المستدامة من طرف الدولة، يكلف المرصد لا سيما بما يأتي :

- التدخل بناء على طلب السلطات العمومية للقيام بمراقبة كل تلوث أو حادث بيئي وتحليله،
- تسيير شبكات رصد الأوساط الطبيعية للهواء والماء والأراضي لمواجهة كل تهديد لإتلاف البيئة،
- وضع نظام عمومي للإعلام البيئي حول المكونات البيئية وتسييره،
- توفير المعطيات البيئية بعنوان نظام الإعلام البيئي طبقاً للتنظيم المعمول به.

المادة 3 : يتعين على المرصد في كل سنة إعداد ميزانية السنة المالية التي تتضمن ما يأتي :

- حصائل وحسابات النتائج التقديرية والتزامات المرصد تجاه الدولة،
- برنامج مادي ومالي للاستثمارات،
- برنامج التمويل.

المادة 4 : يجب إرسال حصىلة استعمال إعانات الدولة إلى وزير المالية طبقاً للتنظيم المعمول به.

المادة 5 : يتعين على المرصد، في بداية كل سنة مالية، إعداد برنامج عمل وتقديمه لموافقة الوزير المكلف بالبيئة.

المادة 6 : يتعين على المرصد القيام بالعمليات الضرورية لإنجاز الأهداف المتوخاة على أساس البرنامج المذكور في المادة السابقة.

المادة 7 : يتعين على المرصد أن يقدم كل ثلاثة (3) أشهر للوزير الوصي عناصر الإعلام الخاصة بنشاطه وباستعمال الأموال التي منحتها له الدولة.

المادة 8 : يستفيد المرصد مقابل تنفيذ تبعات الخدمة العمومية، موضوع أحكام دفتر الشروط هذا، من إعانات الدولة.

1423 الموافق 17 غشت سنة 2002 والمذكور أعلاه، يوافق على دفتر الشروط الذي يحدد تبعات الخدمة العمومية الموكله للمعهد الوطني للتكوينات البيئية الملحق بهذا القرار.

المادة 2 : ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 13 ربيع الثاني عام 1431 الموافق 29 مارس سنة 2010.

وزير المالية
كريم جودي

وزير التهيئة العمرانية
والبيئة والسياحة
شريف رحمانى

الملحق

دفتر الشروط الذي يحدد تبعات الخدمة العمومية الموكله للمعهد الوطني للتكوينات البيئية

المادة الاولى : طبقا لأحكام المادة 18 من المرسوم التنفيذي رقم 02 - 263 المؤرخ في 8 جمادى الثانية عام 1423 الموافق 17 غشت سنة 2002 والمذكور أعلاه، يهدف دفتر الشروط هذا إلى تحديد تبعات الخدمة العمومية الموكله للمعهد الوطني للتكوينات البيئية.

المادة 2 : في إطار إنجاز تبعات الخدمة العمومية الموكله إليه، يكلف المعهد بما يأتي :

- ضمان تكوين بيئي لصالح المتدخلين العموميين في إطار الحملات التي تبادر بها الدولة وتنظمها من أجل الوقاية ومن كل أشكال الضرر والتلوث والاتلاف التي تلحق بالبيئة وبصحة المواطن ومعالجتها،

- إنشاء رصيد وثائقي يتعلّق بالمهن والتكوينات البيئية،

- المساهمة في العمليات العمومية للتربية البيئية بإعداد البرامج والوسائل البيداغوجية ووضعها ومتابعتها.

المادة 3 : يتعيّن على المعهد، في بداية كل سنة مالية، إعداد برنامج عمل وتقديمه إلى الوزير المكلف بالبيئة للموافقة عليه.

المادة 4 : يتعيّن على المعهد القيام بالعمليات الضرورية لتحقيق الأهداف المسطرة على أساس البرنامج طبقا للمادة السابقة.

المادة 5 : يتعيّن على المعهد تقديم المعلومات المتعلقة بنشاطاته واستعمال الموارد المالية التي منحتها الدولة للوزير الوصي كل ثلاثة (3) أشهر.

المادة 9 : يجب أن تكون الإعانات موضوع محاسبة منفصلة.

المادة 10 : يرسل المرصد كل سنة مالية إلى الوزير الوصي قبل 30 أبريل، تقييما للإعانات الواجب تخصيصها للمرصد لتغطية تبعات الخدمة العمومية بموجب دفتر الشروط هذا.

يحدد الإعانات السنوية الوزير الوصي والوزير المكلف بالمالية أثناء إعداد الميزانية.

يمكن مراجعة هذه الإعانات خلال السنة المالية في حالة حدوث إجراءات تنظيمية جديدة تعدل محتوى تبعات الخدمة العمومية لدفتر الشروط هذا.

المادة 11 : تدفع الإعانات السنوية، بعنوان دفتر شروط تبعات الخدمة العمومية هذا، للمرصد طبقا للإجراءات المعتمدة في التشريع والتنظيم المعمول بهما.



قرار وزاري مشترك مؤرخ في 13 ربيع الثاني عام 1431 الموافق 29 مارس سنة 2010، يتضمن الموافقة على دفتر الشروط الذي يحدد تبعات الخدمة العمومية الموكله للمعهد الوطني للتكوينات البيئية.

إن وزير المالية،

ووزير التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 09 - 129 المؤرخ في 2 جمادى الأولى عام 1430 الموافق 27 أبريل سنة 2009 والمتضمن تجديد مهام أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 95 - 54 المؤرخ في 15 رمضان عام 1415 الموافق 15 فبراير سنة 1995 الذي يحدد صلاحيات وزير المالية،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 98 - 227 المؤرخ في 8 جمادى الثانية عام 1419 الموافق 17 يوليو سنة 1998 والمتعلق بنفقات الدولة للتجهيز،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 07 - 350 المؤرخ في 8 ذي القعدة عام 1428 الموافق 18 نوفمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير التهيئة العمرانية والبيئة والسياحة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 02 - 263 المؤرخ في 8 جمادى الثانية عام 1423 الموافق 17 غشت سنة 2002 والمتضمن إنشاء المعهد الوطني للتكوينات البيئية،

يقرآن ما يأتي :

المادة الاولى : طبقا لأحكام المادة 18 من المرسوم التنفيذي رقم 02 - 263 المؤرخ في 8 جمادى الثانية عام

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 09 - 129 المؤرخ في 2 جمادى الأولى عام 1430 الموافق 27 أبريل سنة 2009 و المتضمن تجديد مهام أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 الذي يحدد قائمة إيرادات ونفقات حساب التخصيص الخاص رقم 128 - 302 الذي عنوانه "صندوق تملك الاستعمال وتطوير تكنولوجيات الإعلام والاتصال"،

يقرران ما يأتي :

المادة الأولى : يعدل ويتم هذا القرار، القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 الذي يحدد قائمة إيرادات ونفقات حساب التخصيص الخاص رقم 128 - 302 الذي عنوانه "صندوق تملك الاستعمال وتطوير تكنولوجيات الإعلام والاتصال".

المادة 2 : تتم أحكام المادة 2 من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 2 : تحدد قائمة إيرادات
..... بدون تغيير....."

10 . تأهيل المؤسسات التابعة لقطاع تكنولوجيات الإعلام والاتصال.

- الاستثمارات المادية واللامادية المساهمة في تأهيل هذه المؤسسات".

المادة 3 : تدرج ضمن أحكام القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 والمذكور أعلاه، مادة 2 مكرر و 2 مكرر 1 تحرران كما يأتي :

"المادة 2 مكرر : يصنف نوع النفقات المؤهلة للتمويل الممنوح لإنجاز المشاريع المذكورة أعلاه على النحو الآتي :

- تكاليف الدراسات،
- الاستشارة وأتعاب الخبراء،
- تكاليف مساعدة المعالجة ، وخدمات الإعلام الآلي،
- تكاليف خدمات الإنترنت،
- تكاليف التسجيل والمشاركة في التظاهرات الوطنية والدولية المختصة في تكنولوجيات الإعلام والاتصال،
- تكاليف التكوين لاستخدام تكنولوجيات الإعلام والاتصال،
- تكاليف الامتحانات والمسابقات (التسجيل والنقل)،

المادة 6 : يجب إرسال حصيلة استعمال إعانات الدولة إلى وزير المالية طبقا للتنظيم المعمول به.

المادة 7 : يرسل المعهد، عن كل سنة مالية، تقييما بالمبالغ اللازمة لتغطية المصاريف المتعلقة بالتبعات المكلف بها، طبقا لدفتر الشروط إلى الوزير المكلف بالبيئة قبل 30 أبريل.

يحدد الوزير المكلف بالبيئة الاعتمادات المخصصة للمعهد بالاتفاق مع الوزير المكلف بالمالية أثناء إعداد ميزانية التسيير.

المادة 8 : تدفع المخصصات المالية المستحقة على الدولة للمعهد طبقا للإجراءات المعدة في إطار التشريع المعمول به.

المادة 9 : يجب أن تكون الإعانات موضوع محاسبة منفصلة.

المادة 10 : تضمن الدولة للمعهد الوسائل الضرورية والشروط الملائمة لتنفيذ مهام الخدمة العمومية التي أسندت له.

وزارة الثقافة

قرار مؤرخ في 12 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 26 مايو سنة 2010، يتضمن استخلاف عضو بالجلس التوجيهي لقصر الثقافة.

بموجب قرار مؤرخ في 12 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 26 مايو سنة 2010 تعين السيدة حميدة أكسوس، عضوا في المجلس التوجيهي لقصر الثقافة، ممثلة للوزير المكلف بالثقافة، رئيسة، خلفا للسيد نور الدين عثمانى، تطبقا لأحكام المادة 8 من المرسوم رقم 86 - 139 المؤرخ في 3 شوال عام 1406 الموافق 10 يونيو سنة 1986 والمتضمن إنشاء قصر الثقافة، المتمم.

وزارة البريد وتكنولوجيا الاتصالات

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 11 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 25 مايو سنة 2010، يعدل ويتم القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 الذي يحدد قائمة إيرادات ونفقات حساب التخصيص الخاص رقم 128 - 302 الذي عنوانه "صندوق تملك الاستعمال وتطوير تكنولوجيات الإعلام والاتصال".

إن وزير المالية،

ووزير البريد وتكنولوجيا الاتصالات،

- بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 09 - 129 المؤرخ في 2 جمادى الأولى عام 1430 الموافق 27 أبريل سنة 2009 و المتضمن تجديد مهام أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 الذي يحدد قائمة إيرادات ونفقات حساب التخصيص الخاص رقم 128-302 الذي عنوانه "صندوق تملك الاستعمال وتطوير تكنولوجيات الإعلام والاتصال"،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 الذي يحدد كفاءات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 128-302 الذي عنوانه "صندوق تملك الاستعمال وتطوير تكنولوجيات الإعلام والاتصال"، المعدل والمتمم،

يقران ما يأتي :

المادة الأولى : يعدل هذا القرار، القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 الذي يحدد كفاءات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 128 - 302 الذي عنوانه "صندوق تملك الاستعمال وتطوير تكنولوجيات الإعلام والاتصال".

المادة 2 : تعدل المادة 4 من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 والمذكور أعلاه، وتحرر كما يأتي :

"المادة 4 : تعد اتفاقية بين وزير البريد وتكنولوجيات الإعلام والاتصال والهيئة المستفيدة، تحدد فيها على وجه الخصوص كفاءات تفعيل وتنفيذ ومتابعة الأعمال المؤهلة للتمويل من الصندوق ومبلغ التخصيص الممنوح والحقوق والواجبات وكذلك إجراءات دفع هذا المبلغ".

المادة 3 : ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 11 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 25 مايو سنة 2010.

وزير البريد وتكنولوجيات
الإعلام والاتصال
حميد بصالح

وزير المالية
كريم جودي

- تكاليف الاشهار في الصحف،
- تكاليف البث الإذاعي والتلفزيوني،
- التظاهرات والمؤتمرات والملتقيات (النقل والإيواء والإطعام والطباعة والمستلزمات والجوائز)،
- مصاريف العبور ونقل البضائع والتأمين والتخزين والجمارك والمصاريف البنكية،
- البرمجيات،
- التوثيق،
- أجهزة الإعلام الآلي والسمعية البصرية،
- تجهيزات الاستنساخ الرقمية،
- أجهزة ومعدات الشبكات،

المادة 2 مكرر 1 : تؤهل للحصول على التمويل الكامل أو الجزئي من صندوق تملك الاستعمال وتطوير تكنولوجيات الإعلام والاتصال :

- الإدارات العمومية،
- المؤسسات،
- الجمعيات المهنية لتكنولوجيات الإعلام والاتصال،
- مستخدمو تكنولوجيات الإعلام والاتصال".

المادة 4 : ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

حرر بالجزائر في 11 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 25 مايو سنة 2010.

وزير المالية
كريم جودي

وزير البريد وتكنولوجيات
الإعلام والاتصال
حميد بصالح



قرار وزاري مشترك مؤرخ في 11 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 25 مايو سنة 2010، يعدل القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 4 شعبان عام 1430 الموافق 26 يوليو سنة 2009 الذي يحدد كفاءات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 128 - 302 الذي عنوانه "صندوق تملك الاستعمال وتطوير تكنولوجيات الإعلام والاتصال".

إن وزير المالية،
ووزير البريد وتكنولوجيات الإعلام والاتصال،